l'Anticapitaliste n°330 | 31 mars 2016 – 1,20€ l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

LA VACCINATION, **ÇA SE DISCUTE!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Racisme social Page 2

PREMIER PLAN

Belgique: vers une crise politique? Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Turquie: la fuite en avant d'un régime autoritaire

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Françoise Davisse sur le film Comme des lions

Page 12



Par YVAN LEMAITRE

Racisme social

l y a aujourd'hui, on le sait, une centaine de quartiers en France qui présentent des similitudes potentielles avec ce qui s'est passé à Molenbeek », déclarait dimanche sur une chaîne de télévision, Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Il reprend ainsi à son compte les préjugés relayés complaisamment par les médias, comme quoi le terrorisme djihadiste serait la conséquence d'un communautarisme qui se développerait au cœur des quartiers pauvres où sont contraints de vivre les travailleurEs les plus exploités souvent issus de l'immigration. Une vision caricaturale et mensongère des choses qui est une nouvelle démonstration du mépris de ces ministres dits socialistes pour les classes populaires.

Molenbeek est une vieille ville ouvrière de près de 100 000 habitantEs qui se battent pour vivre le moins mal possible. Les vieux logements ouvriers laissés à l'abandon ont souvent été occupés par des immigréEs en grande majorité d'origine marocaine. C'est la ville la plus densément peuplée de la région, la plus jeune, mais aussi la plus pauvre. Elle connaît aujourd'hui un taux de chômage de plus de 25 %, de 40 % même chez les moins de 25 ans.

Comme tous les quartiers pauvres, elle a été laissée à l'abandon par l'État belge, pire encore qu'ici la plupart des banlieues. Tout cela laisse la porte ouverte à tous les trafics, à la délinquance, aux milieux marginaux, au sein desquels les djihadistes peuvent trouver les moyens de développer leurs propres trafics en lien avec des trafiquants de drogue et autres.

La population n'est en rien responsable, elle le subit, alors qu'elle est stigmatisée comme si elle était un foyer de terrorisme. Une démagogie cynique et dangereuse qui confond dans un même racisme les classes populaires et les populations immigrés. Si la misère, la pauvreté, le chômage créent un terrain où peuvent proliférer tous les trafics dont ceux des djihadistes, ce sont bien le patronat et son État qui en portent la responsabilité, en Belgique comme ici. Comme ce sont eux qui sont responsables des causes qui ont engendré le terrorisme, leurs guerres contre les peuples au Moyen-Orient ou en Afrique.

Le ministre socialiste et son gouvernement ont reçu à l'occasion les encouragements de Philippot et du FN. Quoi d'étonnant? Le monde du travail doit opposer à la démagogie raciste qui cherche a le diviser, sa solidarité de classe, sans patrie ni frontière.

Et demain on continue!

Le 9 mars dernier, un demi-million de jeunes, de salariéEs, du privé comme du public, des retraitéEs ont manifesté contre le projet de loi travail. Depuis, la mobilisation et le refus de cette loi se sont développés malgré les manœuvres du gouvernement. Ce jeudi 31 mars sera très fort, mais les suites doivent d'ores et déjà être envisagées et discutées.

vec de légers coups de «tipex» sur son projet, les manœuvres du gouvernement ont échoué, même si quelques syndicats se sont montrés satisfaits de cette deuxième mouture quasi similaire au premier projet. En effet, la mobilisation et le mécontentement n'ont cessé de se développer dans les universités, les lycées et les lieux de travail. Les journées des 17 et 24 mars l'ont montré, et c'est tant mieux. Selon l'ensemble des organisations syndicales de salariéEs et les organisations de jeunesse, la mobilisation autour de la journée de grève et de manifestations du 31 mars sera donc très forte et très importante.

Intimider la mobilisation: la violence policière

Face à ce début de convergence entre jeunes, salariéEs du privé et du public, le gouvernement est en panique et comme à chaque fois utilise donc son bras armé pour essayer de faire taire la contestation. Pour empêcher les assemblées générales étudiantes, certaines universités comme Paris I ont été fermées administrativement, et des CRS sont aussi intervenus dans les AG pour en exclure les syndicalistes. Pour empêcher les lycéenNEs de se mettre en mouvement, les menaces et les sanctions ont été utilisant pour décourager

lycéenNEs qui, depuis le 9 mars, n'ont cessé de se structurer. Alors le gouvernement a décidé de taper fort, sur les jeunes en particulier, comme au lycée Bergson dans le 19e arrondissement de Paris, où Adan a été cogné avec fureur par des robocops en mal de violence... Cela parce que ses copains avaient lancé de la farine... Et il en a été de même le 24 mars dernier dans plusieurs autres villes contre les manifestantEs, interpellant plusieurs jeunes, ou comme à Metz, avec deux salariés convoqués devant le TGI mercredi 30 mars.

Ces violences policières contre celles et ceux qui s'opposent et qui résistent n'est pas nouvelle, et est légitimée par leur état d'urgence. Mais cela ne fera pas rentrer dans le rang celles et ceux qui ne se résignent pas à n'être qu'une variable d'ajustement économique, aujourd'hui ou demain.

«Tous ensemble», un 31 mars puissant

Sans aucun doute, cette journée de grève et de manifestations sera très importante en termes de manifestantEs mais également en termes de taux de grève dans différents secteurs. Jeunes, salariéEs du privé et du public, retraitéEs, intermittentEs, chômeurEs... Le succès annoncé est dû à une compréhension commune, une prise de conscience de la signification de cette loi pour l'ensemble du monde du travail: précarité pour tous et toutes, pour toujours faire grossir les dividendes des actionnaires.

Tout le monde a pu le constater, de nombreuses discussions ont lieu dans les entreprises, dans les services, et certains salariéEs de petites ou très petites entreprises prennent contact avec les organisations syndicales pour savoir comment faire grève... Un peu partout aussi, des assemblées générales intersyndicales centrales se sont tenues pour préparer cette journée, comme à Saint-Denis (93). Et dans la fonction publique, le lien entre les attaques particulières de chaque secteur et le projet de loi travail se fait naturellement, en particulier avec la mise en place du PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations)...

À la Une

Préparer les suites pour obtenir le retrait

Le bras de fer engagé contre le projet de casse du code du travail cristallise un mécontentement profond contre la politique du gouvernement, la précarité et l'arbitraire patronal. Ce 31 mars

doit être le début d'une bataille d'ampleur, le véritable départ d'un mouvement interprofessionnel et intergénérationnel.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons évidemment

pas annoncer de reconductions, mais dans différents secteurs la question de la reconduction de la grève se pose et sera discutée le 1er avril au matin lors d'assemblées générales. La coordination étudiante propose comme nouvelle date de manifestation le mardi 5 avril, une date soutenue par la CGT qui propose également une journée de manifestation et de mobilisation un samedi.

Tout cela va évidemment dans le bon sens, celui de la construction d'un mouvement large, unitaire et massif, pour obliger ce gouvernement à ravaler son projet.

Aujourd'hui dans la rue... Et demain on continue!

CHARMAG Sandra Demarca

HOXLANDE TESFOUTU, LA GALICHE EST DANS LA RLIE!



BELGIQUE --

Vers une crise politique?

Après les attentats du 22 mars à l'aéroport et dans le métro de Bruxelles qui ont fait 35 morts et des centaines de blessés, le qouvernement belge renforce les mesures sécuritaires sans pouvoir dissimuler ses responsabillités...

Continuer à travailler à l'intérieur [du cen<mark>tre</mark> de Mor<mark>ia] nous rendrait</mark> complices d'un système que nous considérons à la fois injuste et inhumain. Nous ne permettrons

BIEN DIT

pas que notre assistance soit instrumentalisée pour une opération d'expulsion massive.

MARIE-ÉLISABETH INGRES. responsable de mission en Grèce pour Médecins sans frontières, citée par Mediapart jeudi 24 mars

es attentats du 13 novembre avait déjà fortement impacté la Belgique. Du «lock-out» généralisé de Bruxelles au lendemain des attentats à Paris jusqu'à l'arrestation de Salah Abdeslam quelques jours avant ces nouveaux attentats, les mesures sécuritaires ont été mises en place de manière parallèle en France et en Belgique. Le même climat délétère raciste et islamophobe s'est installé, avec les mêmes propositions comme la déchéance de nationalité, faisant bien entendu le jeu des nationalistes entrés au gouvernement depuis mai 2014. Si le gouvernement de coalition de la droite et des nationalistes a pu crier victoire à la suite de l'arrestation

d'Abdeslam, c'est de la manière la plus tragique qui soit que la preuve a été faite que la présence massive de militaires dans les rues n'empêchait pas les actes terroristes...

Pourtant au lendemain des attentats de Bruxelles, le gouvernement persiste et signe : première mesure annoncée: l'autorisation des perquisitions 24h/24, alors qu'elles étaient jusque-là interdite - sauf exception – entre 21h et 5h. Les mesures de surveillance des gares de Bruxelles ont été tellement accrues que cela vire au ridicule : une seule entrée et sortie avec fouille des sacs à l'entrée et une foule qui ne désengorge pas devant la gare centrale. Des attroupements qui

sont visiblement un moins grand danger que les manifestations de solidarité, elles interdites...

Des dysfonctionnements importants et des démissions refusées

De nombreuses polémiques révélant des dysfonctionnements importants ne cessent de voir le jour depuis les attentats. La principale étant ce qu'on appelle l'affaire « Ibrahim El Bakraoui», du nom d'un des terroristes qui s'est fait exploser à l'aéroport de Zaventem. Erdogan a révélé mercredi dernier que celui-ci avait été arrêté en Turquie et expulsé vers les Pays-Bas et que les autorités belges et néerlandaises en avaient été prévenues, ce que celles-ci nient ou au mieux donnent des explications pour le moins confuses. À ceci s'ajoute : la demande d'arrêt des métros après l'attentat de l'aéroport que le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, jure avoir faite... alors que la STIB (transports en communs bruxellois) affirme le contraire; le fait que le domicile de Salah Abdeslam était connu depuis décembre des services de police... mais que l'information n'avait pas réussi à remonter la chaîne hiérarchique; ou encore que ce dernier n'ait été interrogé qu'une heure pendant tout le week-end précédant les attentats et à aucun moment sur la possibilité d'autres attentats...

Un monde à changer

«GUERRE DES CLASSES». Au 1er janvier dernier, le SMIC avait augmenté de 0,6%, à peu près 6 centimes de l'heure. Ouf, pas de coup de pouce, s'était réjoui le Medef. Quant aux fonctionnaires, le gouvernement leur propose 0.6% en juillet 2016 et 0,6% en février 2017. Augmenter les salaires de ceux qui produisent les richesses serait insupportable...

Par contre, pour ceux qui dirigent, c'est table ouverte: ainsi on vient d'apprendre que le PDG de PSA, Carlos Tavares, a vu son revenu doubler en 2015 (de 2,7 millions d'euros à 5,24 millions). Le conseil de surveillance de PSA a validé cette augmentation. Apparemment 8000 suppressions de postes valaient bien ça. Certes, Tavares n'a pas encore rattrapé son collègue de Renault, Carlos Ghosn, qui reçoit 7,2 millions d'euros (sans compter son deuxième salaire de patron de Nissan qui l'amène tranquillement à plus de 15 millions de revenus par an) : il est vrai qu'il a un beau palmarès... avec 7500 postes supprimés en France en quatre ans (plus le gel des salaires, etc.).

Même Laurent Berger, le syndicaliste préféré du Medef et du PS, s'est ému du cas Tavares: «Ce style de salaire fait beaucoup de mal à la cohésion sociale», a-t-il déclaré. Mais, bon, que l'on se rassure, Berger n'est pas vraiment pour que la loi intervienne, il faudrait juste de la «décence»... «Je rêverais d'un comportement individuel qui permette d'y renoncer», a-t-il dit. Il peut aller brûler un cierge.

Du côté du gouvernement, la promesse du candidat Hollande de légiférer sur les rémunérations des patrons du privé a aussi fait pschitt. Le code de bonne conduite concocté par le Medef, qui prévoyait un écart salarial de 1 à 20 dans les entreprises privées, doit caler un meuble quelque part, a très justement fait remarquer une journaliste de France Info. De toute façon, il est vain d'attendre une «bonne conduite» des patrons et des actionnaires : comme l'avait déclaré le milliardaire américain Warren Buffet, «il y a une guerre des classes, c'est un fait ».

ETAT ISLAMIQUE

Produit du chaos, synthèse du pire

Alors que souvent, la population des pays arabes est exhortée à choisir entre les deux termes d'une fausse alternative, dictatures tortionnaire ou islamiste, Daesh a réussi à créer une sorte de synthèse entre les deux. Une synthèse pour le pire.

organisation est née par couches successives, entre 2005 et 2010, en l'Irak (alors occupée par les USA), en fusionnant d'un côté une fraction de l'ancien appareil policier et de renseignement du régime tortionnaire de Saddam Hussein, de l'autre des militants à l'idéologie salafiste djihadiste.

Ceci n'est pas contradictoire: alors que le parti Baas, dont une branche était au pouvoir sous Saddam Hussein en Irak (et une autre l'est toujours en Syrie), se prétendait officiellement «laïque», notamment à des fins de propagande internationale, il avait déjà intégré de nombreux sous-officiers de tendance salafiste depuis le début des années 1990. En effet, lors de sa première confrontation militaire avec les USA, en 1990/91

autour de la question du Koweït, Saddam Hussein avait fait le choix stratégique d'en appeler à la mobilisation «islamique» pour gagner un soutien dans le monde arabe.

Lors du début de son implantation

dans des villes du «triangle sunnite» au centre de l'Irak, la future organisation Daesh s'est surtout illustrée par son travail de renseignement intense, exploitant toutes les failles de la société locale afin d'identifier ses adversaires potentiels, les victimes potentielles de chantage, et ses alliés. En termes d'idéologie, Daesh est conforme aux variantes djihadistes de l'islam politique, dans leurs formes les plus « pures », voire les plus caricaturales, réduisant la religion musulmane à un marqueur identitaire contre «les infidèles». L'organisation pousse cependant l'idéologie à l'extrême, cherchant à anéantir physiquement les Yézidis dans le nord de l'Irak et réduisant les femmes en esclavage sexuel. Daesh tue des homosexuels en les jetant du haut des immeubles, publiant des vidéos sur internet, impose un code vestimentaire aux femmes, et pratique des flagellations.

Une économie parasitaire

L'organisation ne dispose d'aucun «modèle économique», se contentant de pratiquer une économie de guerre d'appels contre la «corruption» et le «vice moral», termes appliqués aux prix usuriers chez les commerçants,

Une des bases du (relatif) succès de Daesh réside dans sa prétention à incarner une violence légitimée par le fait qu'elle serait une juste réponse à celle des pays dominants, présentés non pas comme impérialistes mais comme «croisés». L'organisation pratique une mise en scène spectaculaire de l'extrême violence, mais la glisse parfois dans un habillage qui est censé faire allusion à la violence de ses ennemis. Des prisonniers

égorgés étaient ainsi habillés en orange, pour évoquer l'habit des détenus de Guantánamo; un pilote jordanien a été brûlé vif dans une cage, prétendument pour symboliser l'équivalence de l'incendie de bâtiments bombardés.

Daesh se nourrit en partie de la violence réelle des interventions impérialistes, tout comme le groupe bénéficie du chaos politique créé en Irak, dont les USA partagent la responsabilité avec la dictature antérieure. Les ennemis de nos ennemis n'étant pas forcément nos amis, loin s'en faut, cette organisation constitue pour nous un ennemi mortel avec ses pratiques et son projet de société. Mais nous ne pouvons nous opposer à elle que dans une totale indépendance vis-à-vis de «notre» impérialisme...

Bertold du Ryon



et d'un appel aux riches à pratiquer

1- http://www.lcr-lagauche.org/attentats-abruxelles-solidarite-avec-les-victimes-vigilance democratique



A Bruxelles, après les attentats, un petit air de Paris... Di

Le chiffre

Ce n'est pas la somme en euros correspondant à l'augmentation du Smic, mais celle que les salariéEs doivent désormais payer en Grande-Bretagne pour aller dans l'équivalent des prud'hommes: 300 euros environ pour le simple dépôt d'un recours, jusqu'à 1200 euros si l'affaire est inscrite à une audience. Gageons que bientôt Macron reprendra l'idée en nous expliquant qu'empêcher les salariéEs de c'est bon pour l'emploi..

Aqenda

Jeudi 31 mars, réunion publique du NPA, Rouen. «Contre la loi travail, construire la grève générale, capable de faire échec au gouvernement! Préparer un nouveau mai 68!», avec Alain Krivine, à 18h à la salle Europa, MJC Saint-Sever, place des Faïenciers.

Mercredi 6 avril, réunion publique du NPA, Dijon. «Mai 68 – Mars 2016, un air de révolution», à partir de 18h au Centre de rencontres international, 1 boulevard Champollion.

Vendredi 15 avril, réunion publique **du NPA, Poitiers.** «Nos vies valent plus que leurs profits!», avec Philippe Poutou, à 20h à l'auberge de jeunesse de Poitiers, 1 allée Roger Tagault.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8° université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil

des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Les ouvriers pourront quitter la Maison une heure après avoir prévenu le contremaître. Réciproquement, la Maison se réserve le droit de remercier sans indemnité les ouvriers en les faisant prévenir par le contremaître une heure d'avance.

Article 7 du RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES USINES RENAULT de 1906 qui figurait sur les contrats de travail. Ni CDD ni CDI, la «souplesse» totale...

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:

0148704227 redaction@npa2009.org

Diffusion:

0148704231 diffusion.presse@ npa2009.org

Administration:

0148704228 2. rue Richard-Lenoir. 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:

2269-3696

Commission paritaire: 0419 P 11508

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARI au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:

6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:

Ross Harrold Secrétaire

de rédaction : Manu Bichindaritz

Maquette: Kristo et Ambre Bragard

Impression:

Rotographie, Montreuilsous-Bois Tél.: 0148704222 Fax: 0148592328 Mail: rotoimp@wanadoo.fr



lan lambon, ont rapidement donne leur démission... refusée par le Premier ministre Charles Michel. Des commissions se sont formées à la chambre des députés, où les ministres ont commencé à être entendus depuis vendredi dernier pour éclaircir les différents dysfonctionnements qui peuvent en rappeler d'autres dans l'histoire belge, comme ceux de l'affaire Dutroux, même si bien évidemment, nous pensons qu'un surplus de police n'aurait pas empêché des attentats d'avoir lieu.

L'extrême droite de sortie... Avec la complicité du gouvernement?

Si les rassemblements en solidarité aux victimes se sont multipliés sur la place de la Bourse à Bruxelles, le gouvernement a fait le choix d'interdire la Marche contre la haine qui devait se dérouler ce dimanche, pour des «raisons de sécurité». Pourtant, devant une foule médusée, la police

Le ministre de la Justice, Koens a bel et bien laissé manifester un celle d'une mobilisation sociale « C'est par la vie que l'on combat Geens, et le ministre de l'Intérieur, cortège d'environ 400 supporters de différents clubs de foot, clairement d'extrême droite, jusqu'à la place de la Bourse. Et depuis dimanche, le ministre de l'Intérieur et le bourgmestre de Bruxelles, Yvan Mayeur, ne cessent de se renvoyer la balle quant à leurs responsabilités respectives, mettant ainsi à jour les accointances entre la police et l'extrême droite mais aussi celles bien plus dramatiques entre le gouvernement et l'extrême droite, bien visibles depuis dimanche. Ainsi, la NVA (parti nationaliste flamand du ministre de l'Intérieur) a refusé de condamner cette manifestation avec les autres partis démocrates flamands, alors qu'en fin de semaine dernière, c'était l'adjoint au maire d'Alost en Flandre, ancien du Vlams Belang et affilié NVA, qui publiait une affiche pétainiste sur les réseaux

> Un tel climat montre bien une nouvelle fois le besoin d'une réponse différente aux attentats terroristes:

contre la politique impérialiste, une politique de mort »¹. raciste, de chasse aux migrants systématique. Comme l'affirmaient nos camarades de la LCR dans leur communiqué suite aux attentats:

Mimosa Effe

04 Actu politique

RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Une farce tragique

Trois jours après les attentats de novembre dernier, Hollande déclarait qu'il allait faire modifier la Constitution pour y insérer deux articles nouveaux: l'état d'urgence et la déchéance de nationalité. Le point sur ce projet.

• état d'urgence permanent, c'est parti! Toute modification de la Constitution passe par l'adoption dans les mêmes termes au Sénat et à l'Assemblée nationale du projet de révision, soumis ensuite au Parlement réuni en Congrès. Députés et sénateurs ont voté, sans surprise, dans les mêmes termes l'article 1, celui qui va permettre d'inscrire dans la Constitution l'état d'urgence. Un succès pour Valls qui déclare «l'état de droit c'est l'état d'urgence »... Pour nous, une chape de plomb, gravée dans le marbre du plus haut texte parmi ceux qui régissent cette république, qui s'abat de manière durable sur les habitantEs des quartiers populaires, surtout ceux issus de l'immigration, musulmans ou supposés tels, et les étrangers. Une chape de plomb sur nos libertés, contre nos droits, notamment celui de résister à toutes les attaques actuelles contre notre camp social. Cela doit renforcer encore nos solidarités, nos résistances



La déchéance de nationalité, c'est pas gagné!

Hollande affirmait en novembre que « cette déchéance ne doit pas avoir pour résultat de rendre quelqu'un apatride». Pourtant les députés, par 162 voix pour (dont celles de 119 socialistes) et 148 contre, ont voté l'extension de la déchéance de nationalité à tous les Français, binationaux ou pas, pour toute personne condamnée pour crime terroriste. La conséquence directe est la création d'apatrides.

Le discours officiel de la majorité des députés s'appuie sur le respect de l'égalité de traitement entre tous les Français. Quant aux sénateurs, tout en acceptant l'inscription de la déchéance de nationalité dans la Constitution, ils ne souhaitent majoritairement son application qu'aux «seuls Français disposant d'une autre nationalité que la nationalité française». Là, le discours officiel est celui du refus de l'apatridie.

Hollande et Valls, un pas de plus vers leur propre déchéance!

Leurs injonctions contradictoires (un coup contre l'apatridie, un coup pour l'égalité entre les Français) et la montée de la contestation sociale ont sans doute abouti a un double resultat. D'une part, au vote maioritaire dans les deux assemblées, à droite et à «gauche», pour constitutionnaliser l'état d'urgence, tellement ce pouvoir a besoin de museler nos résistances et de conforter la fabrication d'un bouc émissaire. D'autre part, les jeux politiciens de la droite contre un gouvernement de «gauche» et le désarroi des élus de cette prétendue gauche ont abouti à des votes différents entre le Sénat et l'Assemblée nationale concernant la déchéance de nationalité.

La conséquence immédiate de tout cela est que le projet de révision de la Constitution est sans doute mort. À l'heure où ces lignes sont écrites, on ne sait pas quelles conclusions en tire Hollande: abandon de son projet, ou relance des navettes entre les deux assemblées afin qu'elles tentent de s'accorder sur un texte commun? Quel que soit son choix, c'est un véritable camouflet!

Nous devons intensifier nos luttes pour les droits et les libertés, jamais complètement acquis, toujours fragiles. Car si le projet actuel échoue, ce qui serait une bonne chose, nul doute cependant que la peine de mort lente défendue aujourd'hui par la droite. nommée «réclusion à perpétuité», sera ensuite posée. En attendant le retour de l'échafaud?

Roseline Vachetta

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Manœuvres du PS et bataille démocratique

À peine plus d'un an avant l'élection présidentielle, les députés s'apprêtent à en modifier le règlement par une loi dite de «modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle» déposée en novembre 2015 après avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), de la commission Jospin sur la réforme de la vie publique et du Conseil constitutionnel.

e texte est revenu devant l'Assemblée le 24 mars pour une seconde lecture et un vote définitif. Et là encore, la modernisation pour le PS, c'est la régression démocratique.

Préserver le monopole des grands partis

 $ar{\mathrm{Il}}$ s'agit tout simplement de limiter les possibilités et droits de ce qu'il est convenu d'appeler «les petits candidats», c'est-à-dire de protéger le monopole sur la vie politique du pays des grands partis institutionnels. Jusqu'à présent, pour être candidat. il fallait rassembler 500 parrainages de maires, de parlementaires ou de conseiller régionaux et départementaux, et les remettre au Conseil constitutionnel avant une date butoir précédant le premier tour du scrutin. Pour chaque candidat, le Conseil constitutionnel publiait alors une liste de 500 noms de «présentateurs» tirés au sort.

Le projet de loi stipule que les éluEs enverront désormais eux-mêmes leur parrainage directement au Conseil constitutionnel. Ce dernier les publiera au rythme de deux fois par semaine. Pour le PS, il s'agirait avant tout d'éviter les « menaces, pressions, marchandages et chantages sur les petits maires »! Une pure hypocrisie. Les règles de répartition du temps de parole des différents candidatEs dans les médias sont aussi modifiées. La période d'égalité stricte du temps de parole pendant la campagne électorale passerait de cinq semaines aux deux semaines précédant le scrutin. Avant cette période, un principe dit «d'équité», calculé par le CSA en fonction de la représentativité des candidatEs dans la cam-

pagne, s'applique aux médias. On le voit, le but est clair: garantir le hold-up du Parti socialiste, des Républicains et du Front national sur le débat public.

Faire appel à la démocratie

Ce texte, qui va être très probablement voté, s'appliquera dès 2017. Il nous pose des obstacles et des limites supplémentaires qui accentuent les profondes inégalités qui existent déjà dans une démocratie de plus en plus censitaire, où les limites de la loi viennent renforcer les pouvoirs de l'argent. Cela est particulièrement flagrant dans l'élection présidentielle qui institutionnalise le pouvoir d'un seul homme

en charge de diriger l'ensemble de l'édifice institutionnel.

Nous sommes opposés à cette république monarchique, mais nous voulons cependant utiliser les possibilités d'expression qu'elle peut encore offrir.

Et pour cela nous avons besoin de franchir l'obstacle renforcé des parrainages. Il ne s'agit pas pour nous de harceler, de faire pression, et encore moins de faire du chantage... Il s'agit de faire appel à l'esprit démocratique

> POUR LES SIGNATURES entendre la colère du monde du

des éluEs qui ne sont pas sous la coupe des grands partis. Et nous savons qu'ils sont nombreux à être écœurés non seulement par la mainmise de ces partis sur la démocratie

ainsi confisquée, mais aussi par leur mépris pour la population et ses éluEs les plus proches. Ils sont aussi écœurés par la façon dont sont utilisés les moyens étatiques pour servir les intérêts des riches et des puissants en asphyxiant les collectivités locales. Nous faisons appel à leur esprit démocratique pour permettre au courant d'opinion bien réel que nous représentons d'être présent dans le débat politique de la présidentielle, qu'un simple travailleur puisse y faire

travail face aux politiciens professionnels, contre le patronat et le gouvernement qui le sert, contre le capitalisme qui engendre la régression sociale et politique. Nous faisons appel à eux pour qu'une voix anticapitaliste et révolutionnaire, la voix de la contestation, de la jeunesse et des exploités, puisse ouvrir une perspective aux luttes, aux résistances et aux révoltes quotidiennes. Nous savons que les pressions ne viennent pas de nous mais bien des grands partis pour étouffer la démocratie. Nous aurons besoin comme par le passé de solliciter

les maires, de les rencontrer. **CHARMAG** C'est un gros effort mais c'est aussi un combat politique indispensable.

Les 500 parrainages, c'est parti... et c'est possible!

Yvan Lemaitre

MIGRANT-E-S

Relancer la mobilisation

Absurdes et inhumaines, les décisions prises par les dirigeants européens lors du sommet entre l'UE et la Turquie aggravent partout les conditions de vie des migrantEs.

epuis le 20 mars, date d'application des mesures prises au sommet européen, les migrantEs détenus au camp de Moria sur l'île de Lesbos en Grèce sont répartis en deux catégories : les « before 20th» et les «aπer 20th»... Faute de moyens, les demandes d'asile ne sont pas enregistrées et les nouveaux arrivants deviennent ainsi des prisonnierEs. Cette situation plonge les ONG dans un abîme de perplexité : le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) lui-même dénonce l'incurie des autorités européennes.

Pris dans la nasse grecque, de nombreux réfugiéEs tentent maintenant de rejoindre l'Albanie dont les autorités se déclarent impuissantes à en héberger plus d'un millier pour une durée maximum de cinq jours. Le gouvernement bulgare quant à lui a déclaré ce week-end « qu'il est prêt à installer une barrière, un nouveau rideau de barbeies pour proionger ceiui qui existe déjà »...

À Calais, toujours la «jungle»... et de nouveaux camps

La destruction de la zone sud du bidonville n'a eu pour résultat que de surpeupler la zone nord, et obliger les migrantEs à organiser de nouveaux camps, moins importants, plus discrets, dans des conditions de vie encore

plus précaires que celles de la «jungle».

Les 24 «bouches cousues» iraniens au bout de 24 jours de grève de la faim ont suspendu leur action sur conseil de leurs soutiens, et après de vagues promesses d'amélioration des conditions de vie faites par les autorités.

À Paris, le nouveau campement de Stalingrad

En quelques semaines, un nouveau campement s'est constitué dans le 19^e arrondissement, sous le métro aérien de Stalingrad. Peuplé de Soudanais, d'Érythréens, de Somaliens et d'Afghans, les conditions d'hygiène y sont insupportables. Totalement défaillantes, la préfecture et la mairie de Paris ne prennent aucune mesure pour améliorer leur situation, si ce n'est d'envoyer des flics qui multiplient les provocations et les brutalités.

Et comme lors des campements de la rue Pajol et du jardin d'Éole, c'est la solidarité de la population qui pallie les carences de l'État. Les riverains, très mobilisés, fournissent des vêtements et préparent des repas pour ces nouveaux arrivants, dont certains reviennent de Calais où leur

espoir de rejoindre l'Angleterre est pour l'instant bouché.

Reprendre la main

Attentats, état d'urgence, lutte contre la loi travail... Le soutien aux réfugiéEs et migrantEs connaît actuellement des difficultes a trouver sa place dans la multitude des sujets d'inquiétude. Les militantEs antiracistes du NPA, investis dans le soutien aux migrantEs et réfugiéEs et qui avaient coorganisé la manifestation de Calais du 23 janvier dernier, s'emploient à relancer le collectif unitaire parisien qui avait organisé plusieurs manifestations au cours des mois précédents. L'urgence immédiate serait d'organiser une manifestation en soutien aux réfugiéEs de Stalingrad.

Le 11 juin, les militantEs de Stand Up To Racism, en coopération avec plusieurs syndicats et l'Assemblée contre l'austérité (AAA), ont décidé d'organiser un « grand convoi de soutien » aux habitantEs de la «jungle» de Calais. Une date qui pourrait être l'occasion d'une nouvelle manifestation internationale.

Alain Pojolat



À Paris, vivre sous le métro aérien... DR

*l'Anti*capitaliste | n°330 | 31 mars 2016

Actu internationale | 05

TURQUIE

La fuite en avant d'un régime autoritaire

C'est avec une immense joie que l'arrestation de l'homme d'affaire turco-iranien Reza Zarrab au États-Unis, accusé de blanchiment d'argent, de fraude bancaire et de violation de l'embargo contre l'Iran, a été accueillie à travers les réseaux sociaux en Turquie...

a possibilité que l'enquête s'étende jusqu'au clan d'Erdogan a été perçue par des millions d'opposantEs comme une ultime chance de se libérer d'un régime qui n'hésite pas à pousser le pays dans une guerre sans fin contre le peuple kurde et à étouffer la moindre contestation démocratique, pour se maintenir au pouvoir, si ce n'est de se consolider à travers une réorganisation dictatoriale de l'appareil d'État.

L'AKP touché

Zarrab avait été une des principales figures des opérations anti-corruption de décembre 2013 au côté de quatre ministres du gouvernement, de leurs fils, et d'hommes d'affaire proches de l'AKP, le parti au pouvoir. L'enquête avait rapidement été étouffée avec l'intervention d'Erdogan, qui dans la meilleure tradition du populisme, avait présenté celle-ci comme une «tentative de coup d'État» dirigée par des procureurs et policiers liés à la confrérie islamique de Fethullah Gülen. Celle-ci, après avoir été pendant des années l'alliée de l'AKP, est devenue son principal ennemi, ou du moins partage ce titre avec le PKK.

Accusé de blanchiment d'argent et de trafic d'or avec l'Iran, Zarrab – qualifié de «bienfaiteur» par Erdogan – fut relâché après une détention de deux mois. Aujourd'hui, alors que son complice Babek Zenjani est condamné à mort pour corruption en Iran, Zarrab se retrouve, lui, derrière les barreaux à Miami et risque jusqu'à 75 ans de prison. Zarrab était en fait au cœur d'un réseau de trafic d'or s'étendant de la banque publique turque Halkbank à la compagnie nationale iranienne de



D'abord l'homme d'affaire Reza Zarrab... Et ensuite le clan Erdogan ? DR

pétrole et à la banque Mellat, qui avait permis à l'État turc, en contournant les sanctions économiques infligées par les États-Unis à l'Iran, d'acheter du pétrole et du gaz à ce dernier en échange de lingots d'or... L'exportation d'or de la Turquie vers l'Iran était ainsi montée de 53 millions de dollars en 2011 à 6.5 milliards l'année suivante...

Écran de fumée

Alors que face à cet événement, les médias pro-AKP – qui aiment bien paraître avec les mêmes titres à la Une, histoire de montrer leur dévouement à Erdogan – tentent ridiculement de présenter le procureur américain chargé de l'affaire Zarrab comme un pion de la confrérie Gülen, ils se précipitent actuellement pour louer les mérites de la fondation de charité et de soutien scolaire islamique Ensar... accusée pourtant d'être impliquée dans une affaire de viols et attouchements sexuels

sur des mineurs. Un enseignant bénévole de la fondation avait en 2013 violé et touché 10 enfants ayant entre 8 et 10 ans dans la province de Karaman dans des locaux loués par Ensar.

Suite à la révélation de l'affaire, le fait que les députés AKP aient rejeté la motion parlementaire proposant une enquête sur cet événement et sur les agressions sexuelles sur les mineurs a suscité une indignation massive qui s'est au final soldée par l'approbation de la motion.

Le «nettoyage» continue...

Cependant, alors que les 21 derniers suspects membres de Daesh qui avaient été arrêtés dans le cadre des enquêtes sur les massacres de Suruç et Ankara ont été relâchés au lendemain des attentats d'Istanbul et de Bruxelles (les 74 autres l'avaient déjà été), les trois universitaires signataires de la pétition contre la guerre

perpétrée par l'État au sud-est du pays continuent, eux, à être incarcérés pour «propagande d'organisation terroriste»...

«L'opération de nettoyage» – dixit Erdogan – continue cependant dans les villes de Yüksekova, Nusaybin et Şırnak. Et à la suite de l'accomplissement de ce «nettoyage» par destruction dans le quartier historique de Sur à Diyarbakir, le conseil des ministres a adopté illico la décision d'expropriation de la quasi-totalité du district – inscrit sur la liste du patrimoine culturel de l'UNESCO afin de soumettre Sur à un «réaménagement urbain»... La gentrification à la turque... sûrement afin d'en faire un nouveau Toledo (la ville espagnole reconstruite après la Guerre civile), ainsi que le Premier ministre Davutoglu l'a déclaré au début des opérations...

D'Istanbul, Uraz Aydin

SAHRAOUIS Profiter de la crise marocaine pour défendre la solidarité

Les propos de Ban Ki Moon, lors d'une visite en Algérie début mars dans un camp de refugiéEs sahraouis, ont provoqué une crise diplomatique entre le Maroc et l'ONU...

ffirmant que les acteurs du conflit n'ont fait «aucun progrès réel dans les négociations devant aboutir à une solution juste et acceptable par tous, fondé sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», il aurait appuyé la thèse de l'occupation. En réaction, le pouvoir marocain a demandé le retrait du contingent civil et administratif de la Minurso, créée en 1991 pour assurer le respect du cessez-le-feu et organiser le processus référendaire, sans cesse repoussé. Il annule, par ailleurs, la contribution accordée à son financement et menace de retirer les contingents marocains engagés dans les opérations de maintien de la paix (environ 2300 casques bleus principalement engagés au Congo). Cette décision présentée comme irrévocable

remet de fait en cause les missions de la Minurso.

Un des porte-parole de Ban Ki Moon a rappelé que «*le statut du territoire du* Sahara Occidental reste à définir. C'est *un terntoire non autonome».* Signe de la gravité de la crise, le Conseil de sécurité s'est réuni pour appeler au maintien des missions de la Minurso, sans condamner explicitement la décision des autorités marocaines. Outre le soutien de la France au pouvoir marocain, Mohamed VI, en visite à Moscou, signait en pleine crise, une déclaration avec Poutine, «sur un partenariat stratégique approfondi» où il est aussi stipulé que «la Russie et le Maroc ne soutiennent aucune tentative d'accélérer la poursuite du processus

Le Maroc qui revendique pour le Sahara occidental une autonomie formelle dans le cadre de la souveraineté nationale, a été confronté à divers revers. La Cour de justice de l'Union européenne a invalidé nombre d'accords agricoles avec l'UE, en raison de leur application dans un territoire non autonome. Depuis plusieurs années, un conflit est ouvert sur la proposition d'étendre les missions de la Minurso à l'observation de la situation des droits de l'homme.

Une telle prérogative impliquerait une remise en cause de l'impunité de la répression qui s'exerce contre les populations sahraouis et leurs défenseurs dans la partie administrée par le Maroc.

Tortures et expulsions

Ainsi, à titre d'exemple, nombre de prisonniers politiques sahraouis sont en grève de la faim depuis plus de trois semaines après avoir été condamnés à de lourdes peines (de 20 ans jusqu'à la perpétuité...) par un tribunal miliaire sur la base d'aveux extorqués sous la torture. Et les expulsions répétées d'ONG comme Amnesty et Human Rights Watch démentent l'ouverture du pouvoir.

Par ailleurs, l'envoyé spécial de l'ONU, Christopher Ross, a évoqué les bases d'une solution politique, avec le soutien d'une partie de l'administration américaine, qui serait plus que l'autonomie et moins que l'indépendance... Cette option fédéraliste heurte la légitimation nationale-chauvine de la monarchie qui a scellé son sort avec la défense de l'intégrité territoriale, et où le pillage des ressources est un des ressorts clefs du soutien de l'armée

au pouvoir. D'où le refus « d'accélérer le processus politique ».

La crise est loin d'être finie. C'est l'ONU qui a la responsabilité sur l'autorisation, la conception et la structure des missions de maintien de la paix et non une des parties du conflit. Le rapport du secrétaire général qui doit faire l'objet d'un vote fin avril peut s'avérer problématique pour le pouvoir, même si ce dernier compte sur le soutien indéfectible de l'État français.

En tout état de cause, la crise a eu pour effet de remettre un projecteur international sur une lutte de décolonisation peu visible. Et contrairement au passé, cette question ne joue plus le rôle sur le plan interne de neutralisation des conflits sociaux. Il a fallu la mobilisation de tout l'appareil sécuritaire pour organiser une contre-manifestation aux propos de Ban Ki Moon, et cela sans que ce climat ait un quelconque impact sur l'agenda de différentes mobilisations sociales et syndicales.

C'est dans ce contexte qu'il faut redonner du souffle à la solidarité internationale avec le peuple sahraoui. La campagne actuelle de soutien aux grévistes de la faim pourrait en être un point d'appui. Samy Raouf **CUBA ET ARGENTINE**

Débarquement libéral et impérialiste

Il y a une semaine, Obama était à Cuba pour une visite historique. «Comment ça va Cuba?», a-t-il lancé à son arrivée, désinvolte, comme s'il revenait chez lui après une longue absence...

ette visite visait, selon la Maison Blanche, à rendre «irréversible» le rapprochement entre les États-Unis et Cuba amorcé en décembre 2014. Les relations diplomatiques ont été rétablies en juillet dernier, mais l'embargo établi en 1961, durci jusqu'à l'absurde par les administrations Reagan et Bush, est maintenu du fait de l'opposition des Républicains majoritaires au congrès. Rendre «irréversible», c'est-à-dire intégrer définitivement Cuba au libéralisme mondialisé dans la sphère de domination des USA.

Lors d'un discours retransmis en direct à la télévision nationale, Obama a proclamé ses volontés démocratiques: «Le futur de Cuba doit être entre les mains des Cubains. [...] Je pense que les citoyens devraient être libres d'exprimer leurs opinions sans peur, de critiquer leur gouvernement et de manifester de manière pacifique. Je pense que les électeurs devraient pouvoir choisir leur gouvernement lors d'élections libres et démocratiques.» Raúl Castro n'a réagi que pour applaudir lorsque Obama a appelé le Congrès américain à lever l'embargo. Celui-ci a aussi reçu des opposants au régime dénonçant la répression. En fait, pendant ces trois jours de visite, Obama s'est comporté en territoire conquis, s'adressant au peuple cubain par-dessus la tête de ses dirigeants. «Creo en el pueblo cubano!», a-t-il lancé pour conclure: «Si se puede!», «Yes we can!»



Concurrence entre grandes puissances

Obama a ignoré Fidel Castro qu'il n'a pas rencontré. Il était venu à Cuba pour *«enterrer le dernier vestige de la guerre froide en Amérique»*, mais en aucun cas pour saluer la révolution de 1959 et son leader, c'est-à-dire désavouer la sinistre politique de l'impérialisme américain. Il n'a pas plus reconnu en Argentine, où il s'est ensuite rendu au moment de la commémoration du coup d'État des militaires il y a 40 ans, la responsabilité des USA dans la terrible dictature qui s'était alors abattue sur le peuple argentin. Il a certes rendu hommage aux victimes, mais pour mieux soutenir le gouvernement libéral aujourd'hui au pouvoir et entièrement dévoué aux USA.

La politique d'Obama vise à reprendre pied en Amérique latine et dans la Caraïbe face à la concurrence des autres grandes puissances, en particulier celle de la Chine dont les relations commerciales avec Cuba ont augmenté de 57 % au cours des trois premiers trimestres de 2015.

Pour le moment, seules quelques rares entreprises étatsuniennes sont engagées. AT&T signera bientôt un accord avec la compagnie étatique cubaine de télécommunications ETECSA; Airbnb aussi pour la location d'appartements et de maisons particulières pour le tourisme; la compagnie téléphonique IDT et les importantes compagnies de téléphones cellulaires Sprint et Verizon; les chaînes hôtelières Starwood et Marriott... Et les compagnies aériennes US pourront bientôt proposer des vols commerciaux directs pour Cuba...

Dans la suite de la visite d'Obama, les Rolling Stones, jusqu'alors bannis par le régime, ont tenu un immense concert gratuit à La Havane. «Les Rolling Stones entrent dans l'histoire», titrait le quotidien officiel Granma. Au moins un demimillion de spectateurs... La liberté est contagieuse, un processus bien plus «irréversible» que l'offensive libérale et impérialiste...

Yvan Lemaitre

Dossier réalisé par Frank Cantaloup

(le rédacteur de ce texte certifie être en conflit avec l'industrie pharmaceutique pour défendre l'intérêt commun)



Souhaité par Marisol Touraine, le grand débat sur la vaccination est mal parti! C'est un homme du sérail qui le dit, en démissionnant avec fracas de la Conférence nationale de santé dont il est le responsable. Dans un texte au vitriol, Thomas Dietrich dénonce en effet «la mascarade» de débat, et ses «illusions perdues sur la démocratie en santé».



Quand la ministre de la Santé Bachelot se faisait vacciner contre le virus H1N1... D

ndébatdéléguéà l'Agencenationale de santé publique, «un organisme sous tutelle de l'État», ce qui a «le mérite d'être on ne peut plus clair en matière de non-respect du principe d'indépendance de l'organisateur». Et de conclure dans son brûlot: «En fait de débat public, c'est une véritable opération de propagande qui est menée pour inciter les Français à se vacciner, en occultant totalement toute réflexion sur la question de la balance bénéfices/risques. Machiavel en sortira sans doute grandi, mais non la démocratie en santé. L'état de santé des Français, non plus. Car il est évident que de plus en plus de parents renonceront à vacciner leurs enfants, faute de pouvoir disposer d'une information qui ne soit pas entachée du soupçon de la partialité et du conflit d'intérêts avec les laboratoires pharmaceutiques.» Marisol Touraine avait déclaré quelques mois auparavant: «la vaccination, ça ne se discute pas». Elle est restée fidèle à sa parole..

D'un scandale à l'autre

Pourtant l'urgence d'un débat pour refonder une politique vaccinale est grand. Plus de 30% des Français sont devenus méfiants envers les vaccins, et presque autant chez les médecins. Le scandale de la sur-vaccination contre l'hépatite B, dans les années 1990, est passé par là, avec le millier de cas de sclérose en plaques dont elle a été accusée, à tort ou à raison (voir ci-dessous).

En 2009-2010, c'était la campagne massive de vaccination contre la grippe H1N1, qui s'est rapidement révélée inoffensive... mais a coûté 2,2 milliards d'euros pour l'achat de 94 millions de doses de vaccins. Des vaccins mal testés, qui utilisaient pour certains comme adjuvant du squalène accusé de favoriser les maladies auto-immunes, ou contenaient un conservateur, le Thiomersal, composé à 40% d'éthylmercure mis en cause pour sa toxicité neurologique. L'OMS avait d'ailleurs demandé con retrait!

Des vaccins controversés et peu testés, qui ont pour la plupart fini à la poubelle, mais «recommandés» par des «experts» de la grippe, en fait liés aux trusts de la vaccination... Le taux de vaccination contre la grippe s'est effondré, alors que la revue indépendante *Prescrire* souligne que si le vaccin est assez peu efficace sur les signes de la grippe, il diminue de 50% les complications et de 80% la mortalité parmi les populations fragilisées. Les laboratoires dictent de plus en plus à la population et aux médecins ce que doit être la politique vaccinale. Ainsi depuis des mois, la pénurie organisée de vaccin Infanrix penta pour les nourrissons «oblige» à la vaccination

VACCIN HÉPATITE B, LE SCANDALE N'EST PAS TOUJOURS LÀ OÙ L'ON CROIT

Qui sait en France que 1300 personnes meurent chaque année d'une hépatite B, par cirrhose ou cancer primitif du foie? Mais qui n'a pas entendu parler de la controverse sur le vaccin hépatite B?

ar depuis le milieu des années 90, des patientEs regroupés dans le Réseau vaccin hépatite B (Revahb) accusent ce vaccin d'être responsable de leurs maladies neurologiques, et notamment de sclérose en plaques. Cependant une abondante littérature scientifique, et parmi elle la revue indépendante *Prescrire*, qui tire à boulets rouges contre les trusts de la pharmacie, ne retrouve pas d'augmentation spécifique de ces pathologies dans les populations vaccinées par rapport à celles qui ne le sont pas, en France comme ailleurs, un argument de poids. Hors de France, ce vaccin fait peu débat. Peu touchés par l'hépatite B, les pays du Nord de l'Europe ont préféré vacciner les sujets à haut risque d'infection (personnels soignants, toxicomanes, migrants en situation de précarité, partenaires sexuels multiples).

Un échec pour la santé publique

La France a une situation épidémiologique un peu semblable. Mais le gouvernement choisit la vaccination de masse. Le ministre de la Santé Douste-Blazy, organisant la peur, vient au journal télévisé parler « de risque infectieux majeur de cette fin de siècle » en multipliant par dix le risque réel d'avoir un cancer du foie. Tous les nourrissons doivent être vaccinés, comme le recommande par exemple la revue *Plaques*, car à cet âge la sclérose en plaques n'existe pas. Mais de très nombreux adultes seront aussi vaccinés, alors que leur risque de se faire contaminer par l'hépatite B est très faible, mais que c'est justement l'âge où le risque de sclérose en plaques est maximal. De grandes campagnes de vaccination sont même organisées jusque dans les résidences de personnes âgées, où toxicomanie et relations sexuelles multiples ne sont pas vraiment la norme!

Ce choix de la vaccination universelle des nourrissons est un échec. Avant la «rupture de stock» organisée des vaccins ne contenant pas l'hépatite B, seuls 40 % des nourrissons de 2 ans sont vaccinés en France, à comparer à des taux de 95 % en Europe du Sud: Italie, Espagne ou Portugal. À l'opposé, de nombreuses personnes seront inutilement vaccinées, avec un risque maximum de déclencher une poussée de sclérose en plaques.

Sous-vaccination sur les populations cibles, sur-vaccination et prise de risque pour les autres, un échec pour tous... sauf pour les profits de Sanofi et GSK!

ROMS: EXPULSIONS RIME AVEC SOUS-VACCINATION!

À chaque fois qu'un préfet veut expulser un bidonville de Roms, il invoque des risques sanitaires. Mais ce sont au contraire les expulsions sans relogement qui multiplient ces risques sanitaires, en empêchant notamment le suivi vaccinal des nourrissons.

est ce que démontre une vaste étude de Médecins du monde (MDM) menée dans 16 terrains occupés par des Roms pendant plusieurs années. L'enquête de MDM révèle des taux de vaccination « extrêmement faibles ». Seulement 8 % des Roms ont un carnet de santé, confirmant que leurs vaccinations sont à jour. « La majorité ne bénéficie pas des vaccins de base les plus courants ».

Si 90 % des adultes ont reçu le DTP, la couverture vaccinale chez les enfants de moins de 2 ans est seulement de 70 %. Elle est de 42 % pour le BCG et de 55 % pour le ROR.

Dix expulsions par an...

Pour remédier à cet état de fait, MDM a lancé des campagnes de vaccination parmi les Roms.

Mais avec en moyenne dix expulsions par an pour un même groupe, les expulsions de campements représentent la principale cause de nonsuivi et de non-vaccination des enfants. Cela alors que la vaccination est acceptée à 91 %, et que le risque de contacter la tuberculose, par exemple, y est 83 fois plus important que dans la population totale.

avec un vaccin Infanrix hexa qui lui vaccine aussi pour l'hépatite B. En 2008, Sanofi arrête brutalement la fabrication de son vaccin Diphtérie Tétanos Polio (DTP), sans aluminium. Reste seulement disponible son Revaxis... qui coûte 65% plus cher, mais qui contient aussi comme adjuvant de l'aluminium, fortement accusé par l'association E3M et l'équipe de l'Inserm de l'hôpital Henri-Mondor d'être responsable de myofasciite à macrophages, une maladie neuromusculaire particulièrement invalidante (lire ci-dessous).

Gardasil: coûteux... et utile?

Précipitation, trafic d'influence, prix surévalués: l'histoire du Gardasil illustre bien les liens entre les responsables politiques et les géants de la pharmacie et de la vaccination. Au départ, l'idée est séduisante. Le cancer du col de l'utérus, une complication d'une infection par certains papilloma virus, tue 200 000 femmes chaque année, dont 1100 en France. Vaccinons contre ce virus, et le cancer va diminuer. Reste que ce vaccin a été mis sur le marché bien avant d'avoir une confirmation par des études cliniques que le modèle théorique fonctionne, que le vaccin est efficace. Les génotypes de papilloma virus étaient-ils les bons? Quelle tranche d'âge vacciner? La place laissée vide par les génotypes de papilloma virus choisis allait-elle être remplie par d'autres génotypes cancérogènes? Autant de questions sans réponse au moment du lancement du vaccin.

Pourtant c'est Xavier Bertrand lui-même, ministre de la Santé, qui annonce avant même la décision des autorités sanitaires le remboursement du Gardasil à un tarif extravagant, qui en fait le vaccin le plus cher du monde. Même si le prix a baissé un peu depuis, avec 363 euros, ce sont des millions d'euros payés par notre Sécu, qui tombent dans la poche du patron du laboratoire français Sanofi. Des millions d'euros dépensés pour un vaccin dont on ne sait pas l'efficacité, et qui auraient sûrement été mieux placés dans l'organisation d'une politique de dépistage systématique par frottis, touchant toute la population féminine, et particulièrement celle qui échappe au frottis: agricultrices, migrantes, femmes les plus pauvres, qui souvent négligent le dépistage individuel qui est encore malheureusement la règle, et qui reste indispensable pour toutes, vaccinées ou pas! Puis la presse fait état de complications vaccinales, comme des chocs anaphylactiques ou des maladies auto-immunes. Où en est on aujourd'hui sur la balance bénéfices / risques du Gardasil? En septembre 2015, l'Agence nationale de sécurité du médicament rend publique une grande étude de suivi, pendant deux ans, de plus de 2,2 millions de jeunes filles de 13 à 16 ans, dont un tiers de vaccinées. Cette étude ne met pas en évidence d'augmentation globale du risque de survenue d'une maladie auto-immune, mais note cependant un ou deux cas supplémentaires de syndrome de paralysie ascendante de Guillain-Barré pour 100 000 jeunes filles vaccinées. La confirmation de cette étude serait une assez bonne nouvelle du côté du risque vaccinal. Mais on est toujours incapable de dire le nombre de cancers du col réellement évités, qui seul permettrait de juger de la balance bénéfices / risques du vaccin.

La preuve par le vaccin

Si l'on ajoute à ces controverses sur la vaccination, les politiques d'austérité qui fragilisent les centres de santé et de PMI, acteurs importants de la vaccination dans les quartiers populaires, on comprend mieux la baisse constatée de la vaccination en France. L'Institut national de veille sanitaire estime ainsi à près de 5% la baisse du taux de couverture vaccinale des nourrissons de moins de 9 mois en France entre 2014

45 000 cas de diphtérie en 1945, et seulement 1000 dans les années 60, surtout chez les non-vaccinés, et plus aucun cas depuis 1989. À l'opposé, l'effondrement de la couverture vaccinale à la suite de la chute de l'ex-URSS a débouché dans les années 90 sur une nouvelle épidémie de diphtérie dans ce pays, qui a touché plus de 200 000 personnes et fait près de 2500 morts.

Car si l'augmentation du niveau de vie, d'éducation, d'hygiène est fondamental pour l'amélioration du niveau de santé d'une population, la couverture vaccinale est aussi un élément qui la complète. Ainsi un pays développé comme la France a pu connaître en 2008 une flambée épidémique de rougeole, une maladie très contagieuse qui a touché 23 000 personnes. Parmi elles, 1500 ont souffert d'une pneumopathie grave, 34 de formes neurologiques compliquées avec de graves séquelles et 10 enfants sont décédés.

fait la preuve de son efficacité, avec la baisse du taux de couverture, même pour les vaccins obligatoires. Et beaucoup de pays européens sans obligation vaccinale font mieux que la France, pour des vaccins seulement recommandés. Pas sûr que des procès à répétition contre les parents, et la surveillance des médecins avec le système informatique Cartovaccins de traçage des remboursements et de dépistage des médecins qui ne vaccinent pas assez, mis en place dans quatre régions de France par les Agences régionales de santé avec le soutien financier de GSK, soit efficace pour rétablir la confiance!

Alors il est probable que la meilleure solution consiste en une liberté de vaccination, mais combinée avec un choc de confiance pour une liste limitée de vaccins recommandés, utiles, bien testés, aux populations cibles bien définies, aux effets secondaires limités



En Afrique, la santé publique ou les profits des labos? DR

et 2015, et cela même pour les vaccins qui n'ont pas connu de rupture de stock. Avec le risque de favoriser la réapparition d'épidémies, puisqu'il faut souvent un taux de couverture vaccinale de plus de 90% pour empêcher la circulation épidémique. Ainsi, la diphtérie avait disparu d'Espagne depuis 1987 grâce à la vaccination. Alors n'attendons pas, comme à Barcelone en 2015, qu'un nouvel enfant meure de diphtérie, car ses parents avaient refusé de le vacciner, pour se souvenir que l'adhésion massive à la vaccination, dans les années 50 et 60, n'avait pas seulement à voir avec le statut incontesté à l'époque de la science et des médecins. Elle plongeait surtout dans la disparition, constatée par tous, de pathologies qui touchaient auparavant des milliers de personnes, comme la polio ou la diphtérie. En France, on comptait ainsi

Malgré tout ce que disent les ligues antivaccination, il existe donc des preuves épidémiologiques scientifiquement indiscutables de l'efficacité des vaccins. Il existe aussi de nombreux éléments qui montrent que le geste vaccinal peut ne pas être anodin et se compliquer, comme le soulignent des associations de malades qui demandent des vaccins plus sûrs, au rapport bénéfices / risques bien évalué. Pour chaque vaccin, dans chaque pays, pour chaque tranche d'âge ou de population, il faut donc analyser ce rapport bénéfices / risques. Bien loin du toujours plus de vaccins des labos.

Liberté de vaccination et choc de confiance

Obligation vaccinale ou liberté de vaccination sont au menu du débat national. L'obligation vaccinale en France n'a pas et socialement acceptés... Cela suppose un large débat, réellement démocratique et ouvert, où le mouvement social doit porter ses propres exigences en lien avec une expertise indépendante. Cela suppose d'en finir avec les experts et les agences de santé sous influence. De développer enfin en France une réelle pharmaco-vigilance, c'est-à-dire une surveillance des médicaments mis sur le marché, rapide, de qualité et indépendante. La formation médicale continue doit échapper à l'industrie pharmaceutique. La déclaration des conflits d'intérêts doit être réelle et systématique pour toutes les publications, et tous les dossiers d'essais cliniques de l'industrie pharmaceutique doivent être ouverts, sans qu'elle puisse se cacher derrière le secret des brevets.

Les vaccins doivent être des biens communs de l'humanité

Pour marquer rapidement une rupture avec les politiques publiques de soumission aux intérêts des labos, il faut, au nom du principe de précaution, et puisqu'une alternative sans danger existe, fournir des vaccins sans aluminium et financer les études Inserm sur le sujet. La pénurie organisée des vaccins tétravalent et pentavalent au profit de vaccins hexavalent, qui oblige à vacciner contre l'hépatite B, doit cesser. Pour les vaccins recommandés, il faut aussi la gratuité. On sait en effet, après une étude de l'INVS, que pour un vaccin remboursé seulement à 65% comme le Prevenar, les enfants dont les parents gagnent moins de 883 euros ont une couverture vaccinale de 15% inférieure aux enfants de famille aisée, alors que la revue Prescrire a démontré l'efficacité du Prevenar contre les pneumocoques, au prix d'effets secondaires acceptables.

Le débat sur les vaccinations doit s'accompagner de politiques qui visent à modifier les conditions de développement des maladies. On pense par exemple, dans la lutte contre l'hépatite B, à une politique de réduction des risques, d'échange de seringues, d'information, d'accès aux soins.

Alors que la recherche pour un vaccin contre le sida ou le paludisme est depuis des années une vraie urgence sanitaire mondiale, les laboratoires privés de la vaccination concentrent leurs recherches sur des vaccins au bénéfice sanitaire incertain comme le Gardasil, ou carrément mauvais, comme le vaccin contre les rota-virus, qui n'est plus recommandé en France, mais est toujours en vente malgré la mort de deux nourrissons par invagination intestinale aiguë. En mars 2015, face à la nouvelle épidémie de virus Ebola, le laboratoire GSK et l'OMS s'étaient mis d'accord pour ne pas développer le candidat vaccin du «portefeuille» du labo, comme l'a avoué à la BBC le professeur Ripley Ballou, chef du programme de recherche vaccinale Ebola pour GSK. Pas rentable...

Alors il ne faut pas seulement mettre l'industrie pharmaceutique et ses experts «sous contrôle». La véritable solution serait de proclamer les vaccins bien communs de l'humanité, de mettre sous contrôle public (scientifiques et professionnels indépendants, associations de malades et d'usagers, syndicats...), et d'exproprier les trusts pharmaceutiques, qui privent la majorité de la planète de l'accès aux médicaments et vaccins, mettent en danger la santé les patients des pays pauvres lors des essais cliniques et orientent la recherche vers les pathologies rentables des pays riches. Décidément, la vaccination est quelque chose de beaucoup trop important pour être laissé aux intérêts des labos ou de l'État.



ALUMINIUM ET MYOFASCIITE À MACROPHAGES

C'est devant la Bourse de Paris, tout un symbole, que les militants de l'association d'entraide aux malades de la myofasciite à macrophages (E3M) faisaient grève de la faim en 2012. Le NPA leur avait apporté son soutien.

es militants voulaient rappeler à François Hollande et Marisol Touraine leur engagement de campagne à fournir des vaccins de base sans aluminium et à financer la recherche sur cette pathologie émergente, faite de fatigue chronique, courbatures, douleurs articulaires et troubles neurocognitifs.

De plus en plus de recherches scientifiques, notamment les travaux de l'équipe de l'Inserm de l'hôpital Henri-Mondor, démontrent que l'aluminium vaccinal, neurotoxique connu, peut rester dans les muscles et migrer vers le cerveau. La discussion scientifique doit se poursuivre. La revue *Prescrire* par exemple ne fait pas de lien entre cette myofasciite et les symptômes décrits.

Mais en attendant, c'est le principe de précaution qui doit s'appliquer, avec des vaccins sans aluminium, d'autant qu'une alternative sûre existe avec le phosphate de calcium.

L'intérêt des patientEs... ou celui de l'industrie?

En 2008, faisant état d'effets indésirables, Sanofi retire son DTPolio sans aluminium. Quand on connaît les difficultés et les délais de réaction des laboratoires pharmaceutiques aux mises en cause de leurs produits, on ne peut qu'être surpris par cette proposition rapide de retrait, non pas du lot, mais de tout le produit... On comprend mieux cette « réactivité surprenante », quand on sait que ce retrait a permis d'élargir les ventes d'un autre vaccin anti-polio de Sanofi, à savoir le Revaxis. Revaxis qui est facturé 10,23 euros, alors que le DTPolio n'était facturé « que » 6,70 euros aux patientEs et à la Sécurité sociale.

Rationalisation de la production, économie d'échelle, augmentation des prix, le tiercé gagnant pour Sanofi. Mais de l'aluminium et un risque accru de myofasciite à macrophages pour les patients!

LOI SUR LA BIODIVERSITÉ

La coquille vide

Le dernier épisode de la loi sur la biodiversité est à la hauteur des convictions environnementales du gouvernement. Comment peut-il en être autrement?

elui-ci n'a en ligne de mire que la course folle aux parts de marché pour servir les capitalistes français, la croissance à tout crin. Il cède tout aux lobbys industriels, agro-industriels et financiers, et devant la FNSEA qui refuse de remettre en question les pratiques agricoles. Les ministres Royal et Le Foll ont beau amuser la galerie avec leurs shows bien rodés, personne n'est dupe. La défense et la préservation de la biodiversité sont le cadet des soucis de ces politiciens de salon. Leur loi est donc une occasion ratée.

Ainsi, l'interdiction du chalutage en eaux profondes a été annulée, sous la pression du lobby de la pêche industrielle qui pourra continuer à vider les océans de ses réserves halieutiques.



Même reculade devant le lobby de la chasse qui a gagné sur la chasse à la glu pratiquée dans le Sud-Est et qui prétend capturer des grives, mais tue en réalité dans des conditions cruelles des dizaines de milliers d'oiseaux (mésanges, rougegorges...). De même, l'interdiction des pesticides contenant des néonicotinoïdes dont les effets mortels sur les insectes pollinisateurs sont largement prouvés, est repoussée à 2018. D'ici là, les abeilles peuvent crever... et Bayer ou Syngenta continuer à déverser leurs produits toxiques!

Quant à l'huile de palme utilisée dans l'agroalimentaire et les cosmétiques, elle sera taxée à 90 euros la tonne... alors qu'une taxation progressive, allant jusqu'à 900 euros en 2020, était prévue afin de limiter sa culture qui cause la déforestation en Afrique, en Asie, au Brésil, et nuit à la biodiversité.

«Cache-misère»

La loi prévoit aussi la création de l'Agence française de la biodiversité. Mais elle ne sera qu'un «cache-misère» d'après Francis Combrouze, de la CGT environnement, tant ses moyens seront faibles.

Pas à une contradiction près, la loi va autoriser la circulation des semences paysannes mais refuse de statuer sur les nouvelles techniques de manipulation génétique qui menacent ces semences traditionnelles. Bien loin, donc, des mesures indispensables pour protéger la biodiversité.

Le gouvernement Hollande-Valls-Royal-Le Foll est discrédité pour parler écologie. La présence d'écologistes vert pâle à leurs côtés ne changera rien à l'affaire: ils sont nuls!

Là comme ailleurs, seules les actions et mobilisations de terrain nous permettront de gagner.

Commission nationale écologie

Jeunes: «Montrer au gouvernement qu'on ne lâchera rien jusqu'au retrait»

Nous avons rencontré deux étudiantEs partie prenante du mouvement actuel contre la loi El Khomri, Martin qui étudie la psychologie à la fac de Nanterre, et Caroline qui est en science politique à Paris 8...

Pourquoi vous êtes-vous mobilisés contre la loi travail?

Caroline: J'ai décidé de me mobiliser contre la loi travail parce que j'en ai entendu parler dans ma fac dans les différents comités qu'on avait déjà créés, par exemple contre l'état d'urgence. On a commencé à en parler et j'ai vu les gens autour de moi se mobiliser, ce qui fait que je me suis renseignée sur ce projet de loi, de ce qu'il portait et quelles pouvaient être les injustices futures que la loi engendrerait. Je me suis rendue compte effectivement qu'il était vraiment important de se mobiliser et de montrer qu'on en a vraiment marre, que c'est vraiment la goutte d'eau du gouvernement, et qu'il ne faut pas laisser passer ça. Du coup, à partir de là, je me suis mise dans le mouvement.

Martin: Mobilisé parce que même si je ne serais peut-être pas touché directement par cette loi, j'ai des amis, des connaissances, qui eux seront touchés. Je le fais donc par solidarité envers tous les travailleurs et futurs travailleurs que je connais et que je ne connais pas. De plus, l'idée même de réduire les droits sociaux du peuple au profit des grands patrons me déplaît. Cette loi est donc le feu vert pour se mobiliser massivement et réclamer des libertés et des droits sociaux et faire reculer le capitalisme.

Et quels sont les conséquences pour notre avenir en tant que jeune?

Caroline: En tant que jeune, on est déjà précaire sur le marché du travail parce qu'on voit qu'aujourd'hui. il faut attendre plusieurs années après avoir eu son diplôme pour trouver un CDI selon les secteurs. Avec cette loi, on se rend compte

qu'on précariserait encore plus les mobilisation, on arrive vraiment à jeunes: ils pourront être licenciés plus facilement, ils auront de leur patron une pression... Ainsi si l'on fait par exemple un référendum, on sait bien que leur choix final ne sera pas celui

mettre en place différents projets pour ouvrir notre mobilisation vers l'extérieur, pour que les travailleurs nous rejoignent. On arrive à parler de la loi à ceux qui n'en ont pas entendu

essaye d'informer depuis ce matin, en distribuant des tracts, en discutant avec les gens, pour essayer de leur raconter tout ce qui se passe.

ENTRETIEN

Martin: Nous avons voté la grève dans certaines filières et ce jeudi



qu'ils voulaient pour eux, mais plus celui pour leur patron puisqu'ils ont une pression... Et nous on ne peut pas laisser le marché du travail se dégrader encore plus, sachant qu'il y a un taux de chômage qui est très élevé en France. En tant que jeune, on ne peut pas se permettre d'avoir

Et comment ça se passe concrètement? Quelle est la situation? Quelle est l'ambiance? Quelles sont les décisions que vous avez prises pour la mobilisation?

ca toute notre vie.

Caroline: À Paris 8, on est très mobilisé, ça va faire trois semaines maintenant. On a tenu différentes AG dans les départements, et avec tous ces comités, ces groupes de

parler dans la fac et à les mobiliser, à leur faire comprendre que c'est important, et du coup, on est pas mal aussi en manifestation. On arrive à rassembler un peu partout...

Martin: Nous avançons progressivement, nous informons les étudiants. nous nous mettons en grève, nous organisons des rassemblements et des assemblées. Nous tissons aussi des liens avec des travailleurs et syndicats en grève. Le plus dur reste de faire se mobiliser les étudiants qui n'ont pas encore pris part à la lutte, ce qui est particulièrement le cas dans certains UFR.

Et aujourd'hui par exemple, que se passe-t-il dans votre fac?

Caroline: Aujourd'hui on a tenu une AG. On a fait un blocus des bâtiments pour permettre à tous de venir, car on sait qu'il y a des étudiants salariés ou qui sont en demande de papiers qui ont besoin d'aller aux cours. Du coup, en bloquant les bâtiments, ça leur permet de pas avoir d'absence, 31 sera un point d'appui important pour reconduire et regrouper plus largement les étudiants mobilisés.

Et c'est quoi la perspective d'ici le 31 et après?

Caroline: jeudi, ça va être une journée majeure. J'espère qu'il y aura vraiment le plus de personnes dans la rue, que ce soit au niveau des chômeurs, des travailleurs, des étudiants, des lycéens... Et après cette journée, on espère que le mouvement va s'amplifier pour vraiment montrer au gouvernement que c'était pas juste deux semaines de mobilisation pour ensuite baisser les bras, qu'il y a de plus en plus de gens qui se mobilisent. Pour montrer que cette loi ne doit pas passer. On voit une réaction dans la population, des gens qui sont vraiment contre, et du coup, après le 31, le but doit être de continuer le mouvement, de l'amplifier et de montrer au gouvernement qu'on ne lâchera rien jusqu'au retrait.

Propos recueillis par des

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Un printemps de rassemblements contre le gouvernement

Ce 26 mars, les paysanEs et habitantEs de la Zad sont devenus juridiquement expulsables de leurs fermes et logements. Qu'à cela ne tienne: réunis au lendemain de la grande manifestation du 27 février, les comités de soutien de toute la France avaient lancé un appel à manifester les 25 et 26 mars contre le gouvernement et le PS au pouvoir.

sont voulues ouvertes sur la population. À Notre-Dame-des-Landes, les paysanEs menacés d'expulsion tiennent ferme ouverte. À Nantes, on déambule avec humour dans un centre-ville fleuri de banderoles militantes. À Rennes ou Foix (Ariège), c'est autour d'un repas à prix libre que les discussions s'entament. Des prises de parole rappellent les convergences des luttes,

es manifestations se comme le soutien alimentaire de la Zad aux migrants de Calais et Nantes.

À Blois, on clame «Ni aéroport, ni expulsions, ni référendum». À Alençon, on rappelle aux clients du marché que « Notre-Dame-des-Landes, c'est le symbole de la société consumériste d'aujourd'hui». À Pontivy (Morbihan), on tient le procès public du gouvernement, tandis qu'à Bressuire (Deux-Sèvres), un contreréférendum souligne le déni

de démocratie du référendum officiel. Et de prévenir: «expulsions ou pas, référendum ou pas», ils resteront mobilisés.

Des locaux du PS dans le collimateur

Le PS au pouvoir faisant la sourde oreille, l'avertissement se devait d'être clair. C'est ainsi que les locaux du PS ont été redécorés: d'affiches pour une réunion avec des zadistes à Lons-le-Saunier (Jura), d'un «avis d'expulsion» à Loche et Tours, tandis qu'à Valence (Drôme), le local a été fermé «pour compensation», l'intérieur recevant un mètre cube de terre arable.

Des dizaines de manifestations ont eu lieu, preuve de la vivacité d'un mouvement ancré dans la population et sur l'ensemble du territoire. Le «référendum» annoncé n'en sera pas la fin: quel que soit son résultat, nous garderons la Zad!

CorrespondantEs

LOI TRAVAIL -----

Surenchères patronales

Après avoir soutenu avec enthousiasme la première version de la loi El Khomri, le patronat s'est empressé de déplorer les léaers reculs imposés au gouvernement par le succès de la pétition contre cette loi, avec son plus d'un million de signatures, et de la première journée de mobilisation du 9 mars...

uelques jours avant la présentation du projet de loi devant le Conseil des ministres, sept organisations patronales (l'Afep 1, la CGPME, CroissancePlus, Ethic², la FNSEA, le Medef, le Meti mais pas l'UPA3), ont rendu publique une lettre commune, «Non à la loi El Khomri remaniée. Oui à une loi utile pour l'emploi», afin d'inciter, sous forme de six propositions, les parlementaires et le gouvernement à tenir

le cap libéral de la loi travail, en particulier en ce qui concerne le temps de travail.

Merci patron!

La première recommandation est de rendre de nouveau impératif le plafonnement des indemnités attribuées par le conseil des prud'hommes en cas de licenciement abusif. Cette mesure serait de nature à «rassurer *l'employeur* », le patronat n'hésitant pas à CHÔMAGE

Le gouvernement en faillite

Distribuer de l'argent aux entreprises, faciliter les licenciements, ça ne crée pas d'emplois stables, même si c'est bon pour les profits.

e nombre des chômeurs inscrits à Pôle emploi et sans aucune activité (catégorie A) est reparti à la hausse en février passant à 3591000 (hors départements d'outre-mer), soit un accroissement de 38 400 par rapport à janvier. Il faut remonter à septembre 2013 pour retrouver une progression plus soutenue d'un mois sur l'autre. Par ailleurs, 1872 000 personnes exercent une activité réduite (catégories B, C). Cela fait au total 5 463 000 personnes activement à la recherche d'un emploi... auquel il faut ajouter 696 000 personnes inscrites à Pôle emploi et en formation, sur un CDD subventionné, etc.

Activité réduite ou chômage à plein temps

En janvier, le nombre de personnes en catégorie A avait baissé et celui des personnes en activités réduites augmenté. Ces activités réduites correspondent souvent à des emplois précaires: une partie de ceux qui les exerçaient les ont perdues en février et sont donc devenus chômeurs «à plein temps». Cela illustre un phénomène général: pour beaucoup, d'abord des jeunes, la vie est faite d'alternances d'emplois précaires et de périodes de chômage. D'ailleurs, les moins de 25 ans, sans aucune activité, qui recherchent du travail, ont été un peu plus nombreux en février (+0,5%), alors que leur nombre décroissait depuis des mois.

Le gouvernement monte en épingle d'autres chiffres sur le chômage produits par l'INSEE, chiffres qui annoncent une très légère baisse. L'INSEE indique en effet que le taux de chômage devrait atteindre 9,9% (hors DOM) à la «mi-2016» (contre 10,1% au troisième trimestre 2015 et 10% au dernier). Hollande a annoncé en janvier la mise en formation de 500 000 chômeurs. Cela favorisera aussi une baisse en trompe-l'œil, car un demandeur d'emploi sort des statistiques durant la durée de sa formation. De toute façon, si elle se concrétisait, une baisse de 0,1% ne changerait rien à la situation de millions de personnes et de leurs familles.

Le mauvais exemple espagnol

Les résultats de février sont une illustration de la faillite de la politique de Hollande-Valls tout entière orientée vers la restauration des profits qui se traduisent un peu en investissements et pas du tout en emplois. Avec la loi travail, le gouvernement veut franchir une nouvelle étape en réduisant encore les garanties attachées au contrat de travail. Un résultat est certain: malgré le discours gouvernemental sur les futures embauches en CDI, si elle est adoptée, il y aura plus de précarité et d'incertitude pour les salariéEs.

C'est ce que montre le cas de l'Espagne, qui a mené en 2012 une réforme qui a inspiré Valls: emplois et embauches stables n'ont pas progressé... tandis qu'augmentaient inégalités et pauvreté. Le nombre des chômeurs a reculé plus que n'a augmenté le nombre d'emplois : des chômeurs découragés ont arrêté de chercher un emploi, les jeunes ont poursuivi leurs études et d'autres ont quitté le pays (ainsi, en 2014, 41 000 Espagnols ont



Avec la loi travail, y aurait-t-il plus d'emplois en France? Peut-être plus d'emplois précarisés à un horizon d'un à deux ans, surtout dans les services (car dans l'industrie, comme tous les pays

européens ont engagé les mêmes politiques, la concurrence v est féroce). Si, du moins, il n'y a pas un rebondissement de la crise économique...

HÔPITAL PSYCHIATRIQUE **CHARLES-PERRENS BORDEAUX (33)**

En lutte jusqu'au retrait du plan de la direction

250 collègues ont envahi les bureaux de la direction mardi 15 mars: du jamais vu depuis une quinzaine d'années!



a raison de la colère est le projet de la direction de faire travailler tous les agents 13 jours de plus par an pour le même salaire, en réduisant la journée de travail de 8h à 7h30. L'objectif clairement affiché est d'ouvrir de nouvelles unités de soins... sans aucune embauche! Une soixantaine de postes seraient menacés. Le bilan financier de l'hôpital est excédentaire. La logique de la direction est celle-ci : « C'est *bien parce que nous sommes* à l'équilibre que nous pouvons des marges.» C'est la logique d'un système complètement fou. Rien ne justifie donc cette régression scandaleuse de nos conditions de travail garante de la qualité des soins.

Non négociable!

C'est ce qu'ont affirmé à l'unanimité les deux assemblées générales rassemblant plus de 200 collègues à chaque fois. La détermination est évidente, cela malgré les assignations des personnels pour assurer le service minimum, ce qui rend la grève effective difficile mais

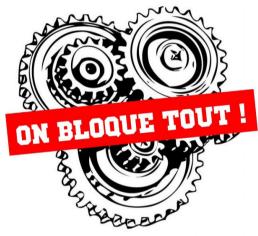
«Face au travail qui s'est densifié, intensifié, complexifié, accéléré, en charriant toujours plus son lot, de stress, de fatigue, de responsabilité, de séquelles de violence ou de maltraitance... Notre revendication n'est pas l'expression d'un caprice, ni d'une envie d'en obtenir toujours plus, mais bien celle d'un besoin, indispensable et légitime.» Voilà ce qu'affirme l'intersyndicale CGT-SUD-FO, appelant chacun a participé à l'élaboration du mouvement. Il reste à construire cette démocratie collective pour permettre à chacun d'oser prendre la parole, inventer et se révolter pour sortir de son quotidien du travail. La deuxième AG a appelé à un pic nique revendicatif ce vendredi 1er avril à l'hôpital mais aussi à participer, comme nous l'avions fait le 17 mars, à la manifestation de ce 31 mars contre la loi El Khomri

LOI TRAVAIL

Après les blogueurs, les bloqueurs!

Au soir du jeudi 24 mars, jour de mobilisation contre le projet de loi travail, des syndicalistes membres de la CGT, de Solidaires et de la CNT-SO se réunissaient à la bourse du travail de Paris. La plupart sont signataires d'un appel intitulé «On bloque tout», lancé deux jours plus tôt avec une liste de 100 premierEs signataires de la CGT, de Solidaires, de la FSU, des différentes CNT, de la CFDT, du LAB...

es initiateurs et initiatrices partent du constat que pour faire plier le gouvernement et obtenir le retrait du projet de loi El Khomri, il faut un rapport de forces à la hauteur, qui passe par le blocage de l'économie. Ce jeudi 31 mars est bien sûr en perspective, et il s'agit tout d'abord de réussir cette journée.



Mais les conditions d'une «généralisation [de la grève] et de sa reconduction partout où c'est possible dans les jours et les semaines qui suivront», pour reprendre le texte de l'appel, se préparent dès aujourd'hui. La baisse du temps de travail comme alternative, avec la revendication des 32 heures, est aussi posée.

Un outil, un levier

Edouard Gautier

Aujourd'hui, 700 militantEs syndicaux ont signé (chiffre du lundi 285 mars), mais aussi des structures (Solidaires et CGT) en tant que telles. C'est bien là l'objet de cette démarche. Non pas une proclamation de principe abstraite ou de témoignage, mais un outil de débat et de construction, utile aux militantEs et aux équipes, par-delà les clivages syndicaux. Une rubrique «contributions» sur le site associé à l'appel permet de faire remonter les informations sur la lutte. Il est difficile de prévoir l'ampleur que peut prendre une telle initiative. Elle sera évidemment bien moins importante que la pétition qui a recueilli plus d'un million de signatures contre le projet de loi. Cela étant, à son échelle, elle peut être un levier dont les anticapitalistes militant sur leur lieu de

travail, dans leur organisation syndicale, doivent se saisir.



qualifier de « dévastateurs » les effets d'une condamnation prud'homale qui constituerait selon eux «un frein à l'emploi».

La deuxième recommandation vise à donner au référendum d'entreprise un «rôle central de mode d'expression de la volonté

des salariés », en veillant à ce que son développement ne soit pas mis en cause par «des exigences allant au-delà de la réglementation actuelle». Une volonté de contourner les organisations syndicales qui s'accorde mal avec les propositions d'«introduire des salariés mandatés par des organisations syndicales extérieures, (...) d'augmenter le nombre d'heures de délégation syndicale». Mais c'est bien la question de l'organisation du temps de travail qui reste au cœur des préoccupations patronales avec la possibilité de «moduler le temps de travail en fonction des carnets de commandes», d'autoriser les conventions individuelles annuelles de forfaits jours sur initiative de l'employeur sans accord d'entreprise, et un moratoire sur l'instauration du compte pénibilité dont l'entrée en vigueur des six derniers facteurs est prévue pour le 1er juillet 2016.

Quant au temps de travail de l'apprenti, le patronat souhaite le «caler sur celui de son tuteur», sans mesures différenciées en fonction de l'âge de l'apprenti.

Enfin les signataires sont plus que partagés sur la mise en place du CPA (compte personnel d'activité) et l'intégration du

C3P (compte personnel de prévention de la pénibilité) dans le périmètre du CPA, arguant que «les seuils déclenchant les facteurs de risques sont impossibles à évaluer dans les petites entreprises».

Petits et gros...

Les positionnements sont plus que nuancés en fonction de la taille des entreprises. Pour l'Afep, même si « cette loi va pénaliser les multinationales françaises, (...) ce texte de loi peut jouer un rôle majeur si certains points qui y figurent sont bien maintenus », comme la définition du licenciement économique et son périmètre d'appréciation au niveau national, et la possibilité de signer des accords collectifs offensifs et de les faire approuver par référendum. Pour la CGPME, «le texte, en l'état actuel, ne nous intéresse pas ». Pour Ethic, « le projet modifié est un désenchantement absolu,

(...) la disparition des prud'hommes est un retour en arrière terrible, (...) le CPA est terrifiant »... et menacent d'une grève de la TVA si le projet de loi était maintenu tel quel.

Le patronat espérait que tout le contenu de la loi El Khomri allait passer sans encombres, comme avant elle l'ANI sur «la sécurisation de l'emploi et la compétitivité » et les lois Macron 1 et 2. En écho à Manuel Valls, le patron du Medef, Pierre Gattaz, a beau déclarer qu'« il faut donner un nouvel élan à la loi », à ce jour, c'est encore dans la rue que ça se passe!

Robert Pelletier

1- Association française des entreprises privées, qui représente plus d'une centaine de grands groupes privés. 2- Entreprises de taille humaine, indépendantes et de croissance, fondée en 1976 par Gattaz... Yvon 3- Union professionnelle artisanale.

Présidentielle 2017 La conférence nationale en bilans

Après la publication la semaine dernière de l'intégralité de la déclaration adoptée par la CN, déclaration lançant la campagne du NPA avec la candidature de Philippe Poutou, nous donnons une dernière fois la parole aux trois plateformes.

Plateforme A

Pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire en 2017!

La conférence nationale du NPA réunie le week-end des 19 et 20 mars a acté de façon quasi unanime la décision d'être présents de façon indépendante aux prochaines élections présidentielles à travers la candidature de Philippe Poutou, entouré par un collectif de porte-parole composé par Olivier Besancenot, Christine Poupin et Armelle Pertus. C'est l'un des objectifs que nous avons poursuivi avec la constitution de la plateforme A, arrivée en tête avec 41 % des suffrages exprimées par les militants.

Nos débats ont été, et c'est une très bonne chose, fortement percutés par le contexte marqué par la mobilisation de la jeunesse contre la loi travail et la préparation de la journée interprofessionnelle du 31 mars. Nous avons pu faire le point, en particulier avec le secteur jeune qui y joue un rôle important, sur l'état actuel du mouvement, ainsi que discuter de notre orientation visant à pousser, bien au-delà de la seule journée du 31, vers « une grève générale qui balaie ceux qui nous exploitent depuis trop longtemps ».

Ce contexte renforce la nécessité de porter une voix anticapitaliste et révolutionnaire lors des prochaines élections présidentielles. Une voix qui exprime une colère bien plus générale, accumulée depuis longtemps au sein de la classe ouvrière, et qui commence à peine à faire surface. Et aussi, comme le dit la déclaration adoptée par la conférence, une voix « qui tire le bilan des échecs de ceux qui, en Europe, ont prétendu lutter contre l'austérité capitaliste sans s'affronter et en finir avec les institutions des classes dirigeantes », comme Tsipras en Grèce ou le Front de gauche en France.

Cette déclaration a été le résultat d'un compromis entre les différentes positions qui se sont exprimées dans la conférence. Nous avons participé depuis le début à l'effort d'écriture de cette déclaration et avons particulièrement insisté pour qu'elle se délimite de façon claire des courants réformistes, ainsi que de la politique des directions syndicales. Sur ce deuxième point, il y a eu un vote majoritaire des délégués. La conférence a également rejeté à une majorité écrasante un amendement proposant le retrait de la candidature du NPA en cas d'apparition d'une liste unitaire des mouvements sociaux.

Avec ses limites, ce texte pose néanmoins des axes pour une campagne autour d'un programme qui exproprie les capitalistes et qui affirme qu'un « véritable changement de société ne pourra venir que de grandes mobilisations sociales, lorsque les exploités auront pris leurs affaires en main et auront imposé leur propre gouvernement pour construire une autre société, débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression ». L'enjeu

est désormais de les porter dans notre campagne.

Nous avons enfin dû mener une discussion pour pouvoir acter quelque chose qui devrait aller de soi, c'est-à-dire la représentation proportionnelle des différentes plateformes dans l'équipe de campagne qui sera désignée mi-avril, lors de la prochaine réunion du Conseil politique national.

L'étape qui s'ouvre est donc celle de la bataille pour les 500 parrainages, rendue encore plus ardue par les mesures antidémocratiques contenues dans la loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle. Nous appelons toutes celles et ceux qui partagent une partie de nos idées à s'engager, aux côtés des militantEs et sympathisantEs du NPA, dans cette bataille pour porter une voix anticapitaliste et de classe aux élections de 2017. Équipe d'animation de la plateforme A

Plateforme B

Transformer l'essai

La CN présidentielle a débouché sur le vote à près de 95% d'une déclaration publique. La confrontation des idées portées par les trois plateformes en présence a abouti à un résultat positif pour le NPA. Ce texte constitue une feuille de route claire pour notre campagne présidentielle. Il fournit des éléments d'analyse de la situation: une dégradation du rapport de forces au détriment de notre classe avec des attaques sans précédent du gouvernement et du patronat, mais aussi des résistances et un début prometteur de mobilisation contre le projet de loi de démantèlement du code du travail. Il définit des axes d'une campagne anticapitaliste, pour que, face à la montée du FN, l'espoir change de camp: contre l'état d'urgence, contre les grands projets inutiles et nuisibles comme Notre-Damedes-Landes, pour l'augmentation des salaires, pour la réduction du temps de travail, contre le racisme, le sexisme et l'homophobie... Il explique l'utilité d'une candidature du NPA: «permettre au mécontentement, à la révolte, aux résistances de s'exprimer sur le terrain politique, y compris électoral », même si

– nous le savons – *«un bulletin de vote ne changera pas la vie »*. Il met en place une équipe inclusive de porte-parole et désigne logiquement comme candidat Philippe Poutou.

Ce résultat est porteur d'espoir. Pendant tout le débat préparatoire, les plateformes A et C répétaient en boucle et en miroir qu'elles présentaient des orientations politiques différentes, voire incompatibles, et sommaient la plateforme B de choisir. Sans nier l'existence de divergences politiques, nous avons expliqué, en tant que plateforme B, qu'elles ne sont pas un obstacle insurmontable pour mener une campagne de tout le NPA. Une CN n'est pas un congrès où il faut trancher sur une orientation complète valide pour deux ans; elle a pour but de définir des axes politiques, à développer au cours de la campagne en fonction de l'évolution de l'actualité. Ce qui devait être faisable, puisqu'il existe dans le NPA un large accord, avec des nuances bien sûr, sur l'analyse de la situation et l'orientation générale à développer dans la période. Nous avons mis au débat des axes de campagne qui nous semblent largement partagés. Nous avons insisté sur la nécessité qu'une campagne présidentielle du NPA soit celle de tout le NPA, et non

pas celle d'une grosse moitié de l'orga contre l'autre, ou avec une moitié en spectateur.

Cette CN valide la démarche que la plateforme B a menée jusqu'au bout : ne pas constituer une majorité contre une partie de l'organisation.

Mais ce résultat très positif est aussi et surtout à mettre à l'actif de la pression de l'organisation, de ses militants, quel que soit leur vote dans les AG électives locales. Ils ont manifesté, globalement, de fortes attentes pour que l'organisation se lance enfin dans la campagne présidentielle au lieu de s'enfermer dans des logiques fractionnelles.

Cette CN n'a pas réglé tous les problèmes. Des divergences d'orientation demeurent. Le travail collectif est loin d'être acquis et la logique de fonctionnement parallèle des courants et fractions a la vie dure. Il reste à prouver que nous pouvons, avec cette campagne politique qui va durer plus d'un an, travailler et fonctionner collectivement, lever les blocages et les paralysies, mettre toutes nos forces au service des objectifs communs. La prochaine étape est d'engager, dès à présent, la bataille pour gagner les 500 signatures.

Équipe d'animation de la plateforme B



Plateforme C

Pour une campagne ouverte du NPA

d'une resolution donnant le cadre de l'activité du NPA pour la prochaine élection présidentielle de 2017. Une issue assez inattendue pour que l'on essaie de comprendre comment elle a été possible...

Le choix clair d'un profil offensif

Pour notre plateforme, le NPA devait clairement choisir son profil politique pour une candidature du NPA. • Se situer d'abord clairement par rapport à un état d'urgence sans cesse prolongé, avec la mise en œuvre d'une politique sécuritaire sans précédent de remise en cause des droits démocratiques et de criminalisation du mouvement social. Après Sivens et Notre-Dame-des-Landes, les dernières violences policières contre les lycéens en lutte en sont l'exemple le plus récent. • Contre une politique réactionnaire, ignoble, à l'échelle fran-

çaise et européenne à l'encontre

des migrantEs, symbolisée à Calais.

Notre CN s'est donc conclue par • Contre une politique de casse un vote presque unanime autour sociale au service du Medef, avec neureusement face a elle la construction d'une riposte de la ieunesse et du salariat contre la loi El Khomri, riposte dans laquelle les militants du NPA ont pris toute leur place.

Cette situation pose l'urgence de construire une représentation politique, une nouvelle force, organisant toutes celles et ceux qui dans ces mouvements veulent exprimer et construire une voie de rupture anticapitaliste, qui ont une exigence de démocratie directe, de contrôle populaire, sur tous les choix de société. Une force qui combatte la fermeture des frontières, le racisme et l'islamophobie, terreaux du Front national.

Aux antipodes du « sauveur suprême » présidentiel, nous faisons le choix d'être présent dans cette élection avec une candidature qui exprimera le rejet du déni de démocratie que représentent les institutions politiques françaises.

Une nouvelle impulsion est possible

La majorité des délégués partageait ces préoccupations. Nous avons donc œuvré pour qu'à l'issue de cette CN, le NPA exprime ce profil tout en faisant en sorte de rassembler le plus largement, non pas par une declaration unanimiste et de pure forme.

Pour nous, cette orientation a été clairement actée dans la déclaration et dans les axes de la candidature de Philippe Poutou, même si les camarades de la plateforme A ont exprimé leurs réticences tout au long de ce week-end.

Au final, le NPA reste en phase avec les exigences du moment et peut donner une nouvelle impulsion à son activité politique, en prise directe avec les attentes des militantEs des mouvements sociaux, avec les militantEs combatifs du mouvement syndical, une activité d'ouverture au débat avec ces militantEs pour avancer vers la construction de cette alternative anticapitaliste, de ce nouveau parti.

Tout cela peut donner une bonne impulsion pour organiser matériellement notre campagne et dépasser les nouveaux obstacles des dispositions électorales à la présentation de notre candidature.

Contre les blocages, il faudra garder

Aussi cette CN est pour nous une réussite, mais elle n'efface pas tous les blocages que nous avons connus dans le NPA ces derniers mois et qui l'ont eloigne de son projet initial. Les débats et les réticences rencontrés lors de cette CN ont confirmé qu'une importante minorité de camarades ne partagent pas ces préoccupations et voudrait que le NPA tourne une page, ou plutôt ferme le livre pour écrire une autre histoire.

Garder le cap sur le profil adopté lors de cette CN, prendre toutes les initiatives politiques d'ouverture avec les courants militants que nous côtovons au quotidien, seront une bataille dans les semaines et les mois qui viennent.

Nous prendrons toute notre place dans l'animation et l'organisation de la campagne autour de la candidature de Philippe Poutou, au même titre que nous avons pris toute notre place pour donner une issue positive à cette CN. Mais nous mettrons aussi tout en œuvre pour que les engagements politiques pris lors de cette CN ne restent pas lettre morte.

Équipe d'animation de la plateforme C

Culture 11 **l'Anticapitaliste** | n°330 | 31 mars 2016

Bibliothèques publiques

Grande-Bretagne: la culture, cinquième roue du carrosse?

Les bibliothèques britanniques dans la ligne de mire... Depuis les années Thatcher, le Royaume Uni s'est taillé une réputation de «laboratoire» pour tout ce qui relève de l'offensive néo-libérale, comme les privatisations ou les retraites...

t en ce moment, dans leur recherche d'économies, la nouvelle cible des néo-libé-I raux concerne les dépenses «inutiles» sur les bibliothèques publiques. Un exemple à ne pas suivre!

Depuis cinq ans au Royaume Uni, 441 bibliothèques ont fermé et 149 sont actuellement menacées de fermeture. Sur la même période, le financement des bibliothèques a été réduit de 180 millions de livres (250 millions d'euros) – moins 16 % – et le nombre d'employéEs a été réduit de 22%.

Devant la baisse des dotations de l'État, beaucoup de municipalités de droite comme de gauche choisissent de fermer des bibliothèques ou de remplacer du personnel salarié par des bénévoles. Depuis 5 ans, le

nombre de bénévoles a augmenté

Enfin, quand il s'agit de nouveaux investissements, la priorité est donnée à la construction de «super bibliothèques » en centre ville, tout en fermant de nombreuses bibliothèques locales dans les quartiers populaires, là où il y a un vrai besoin! De nombreuses études montrent d'ailleurs qu'audelà d'une vingtaine de minutes de chez eux, les gens ne se rendent pratiquement plus dans les bibliothèques.

Résistances

Heureusement, de plus en plus de gens ne restent pas inactifs face à l'hécatombe. De nombreux collectifs locaux pour la défense de leur bibliothèque ont formé une coalition nationale, «Speak up for Librairies » (« Donnez de la voix pour les bibliothèques»). Soutenue par des écrivains célèbres, la coalition a lancé une pétition et organisé des manifestations devant le Parlement.

Au niveau local, des habitantEs rejoignent le personnel dans des actions très déterminées et non dénuées d'humour. Ces dernières semaines, par exemple, dans la municipalité travailliste de Lambeth (banlieue de Londres), les salariéEs des 10 bibliothèques locales ont fait grève contre les coupes budgétaires. Quant aux usagers, au lieu du traditionnel « sitin », ils ont organisé (avec les bibliothécaires) un «read-in» collectif lors d'une séance du conseil municipal: chacunE a lu bruyamment un livre à haute



voix de manière à empêcher le conseil de se tenir...

Face à des attaques gouvernementales de plus en brutales, les Britanniques sont loin d'avoir dit leur dernier mot.

Ross Harrold

France: la joie de lire... ou l'austérité?

En France aussi, des bibliothèques disparaissent, ou diminuent leur amplitude d'ouverture, mais c'est moins spectaculaire...

es bibliothèques sont confrontées bien sûr au même fléau de l'austérité, baisse des moyens et des effectifs, alors que la situation n'est déjà pas au mieux. Plus de 16 000 lieux ouverts au public, le réseau culturel le plus important, mais avec de fortes inégalités. 11 millions d'habitantEs qui ne disposent pas d'une bibliothèque à moins de 15 minutes de chez eux, de leur lieu de travail ou d'étude, soit 17 % de la population, mais par endroits, cela atteint 30%.

Un rapport récent estime que seuls 30 % des habitantEs bénéficie d'une bibliothèque respectant tous les critères permettant de rendre le meilleur service : taille, moyens pour renouveler les collections, pour proposer des activités (expositions, rencontres avec des écrivains...), personnel suffisant et bien formé. Il faut construire de nouvelles médiathèques, mais aussi rénover les plus anciennes, mal adaptées aux besoins actuels de convivialité et de décloisonnement (avec l'espace jeunesse, avec les autres lectures, CD, DVD,

Le service public, un commerce?

Certains ont lancé une pétition pour «sauver» la lecture publique (et obliger ces feignantEs de fonctionnaires à travailler) : «Ouvrir plus!»

tous les jours, 20h sur 24, et bien entendu le dimanche! Une proposition saisie par Aurélie Filipetti qui en a fait un amendement à la loi Macron: les villes devront discuter en même temps de l'ouverture des commerces et des médiathèques. On leur avait dit que le dimanche, c'était pour les loisirs, la culture... Mais mélanger commerces et service public dans le même débat?

D'autres ont répondu comme l'Association des bibliothécaires de France (ABF) 1, Ouvrir grand, ou avec une pétition baptisée «Ouvrir mieux»², sur un même thème: augmenter les horaires, c'est impossible avec des effectifs déjà en baisse (non-remplacement d'un fonctionnaire sur

deux); embaucher des étudiants vacataires, c'est mépriser les compétences des personnels; et c'est faire semblant d'ignorer que quand les bibliothèques sont fermées, le personnel continue de s'activer (accueil des scolaires par exemple). Et là où c'est ouvert le dimanche, on voit que ça ne fait pas venir un public différent, plus populaire. Pourtant, cela devrait être le seul objectif: permettre à tous l'accès le plus agréable à l'information et au rêve!

Isabelle Guichard

1- http://www.abf.asso.fr

2- http://parisculturesociale.over-blog.com/ article-bibliotheques-plutot-que-d-ouvrir-plusouvrir-mieux-121996223.html

Exposition

«Chefs-d'œuvre de Budapest»

estunechancedepouvoir admirer à Paris les chefsd'œuvre du musée de Budapest, actuellement en rénovation, une des collections les plus remarquables d'Europe centrale, véritable résumé de l'art occidental du 14e au 20e siècle.

C'est aussi un aperçu de l'histoire du rayonnement culturel de l'empire austro-hongrois et de ses monarques, à l'instar de Matthias Corvin au 15e siècle, humaniste et mécène qui importe le raffinement italien d'un Andrea Pisano ou de Liberale da Verona, émule de Giotto, ou encore de Rodolphe II à Prague, protecteur des arts à défaut d'être fin politique lors du règne des Habsbourg d'Autriche qui s'étend alors de l'Espagne à la Hongrie.

La sélection proposée nous donne à voir toutes les influences artistiques



Jean-Baptiste (vers 1530). РнототнÈque Rouge / MILO qui ont traversé le pays sur fond

de Réforme et de Contre-Réforme. C'est au 16e siècle la Renaissance germanique : à la suite de Albrecht

Dürer, Lucas Cranach l'ancien, Albrecht Altdorfer, dans ce qui a été appelé l'École du Danube, se démarquent en peignant paysages et visages humains. C'est l'influence de l'Italie du Cinquecento qui, à côté de la peinture religieuse de Bernardino Luini, voit surgir une peinture profane, Véronèse, le Tintoret. C'est la transformation de la peinture religieuse au 17° siècle où apparaissent l'émotion et les effets de lumière chez le Greco (plusieurs belles œuvres ici), ou le réalisme baroque chez Artemisia Gentileschi. C'est l'Age d'or hollandais, bien représenté ici: plus rien de religieux dans les peintures urbaines de la bourgeoisie marchande, ni dans les portraits de Franz Hals, Rembrandt van Rijn, Jan Steen, encore moins dans le réalisme social de *la* Porteuse d'eau de Gova.

Un parcours chronologique interrompu par une belle salle sur les caractères du visage et ses correspondances à travers les siècles, pour finir par la part moderne: les impressionnistes français, l'Estacade de Trouville de Monet, la célèbre Maîtresse de Baudelaire par Manet, Cézanne, Gauguin, Kokoshka, Egon Schiele, etc. et des peintres hongrois – ayant tous fait un passage à Paris - que l'on (re)découvre, en particulier Joseph Rippl-Ronai très Nabi, Károly Ferencsy l'impressionniste hongrois, Mihály Munkácsy l'anti-impressionniste, et les symbolistes Pál Szinyei Merse ou János Vaszary. Bref, une très belle expo, réconfortante, qui montre combien l'Europe culturelle est vivante et recèle des trésors dans sa diversité.

Uao Clerico

Une parole juive contre le

UJFP (Union juive française pour la paix), Syllepse, 2016, 5 euros



ans les manifestations antiracistes et de soutien aux Palestiniens, il est fréquent de croiser la banderole de l'UJFP dont le rôle est essentiel dans la dénonciation du prétendu soutien unanime d'une «communauté juive» (qui d'ailleurs n'existe pas) à la politique israélienne.

Dans la brochure de l'UJFP, le lecteur trouvera des rappels, notamment historiques, majeurs sur le racisme, ses origines et ses différentes facettes. Un tel texte peut et doit être utilisé dans des formations ou des discussions sur le sujet. Globalement, son contenu est facilement accessible et remplit l'objectif énoncé: s'adresser à un public large. On peut cependant s'interroger sur la critique faites par les auteurs du slogan «contre le racisme et l'antisémitisme». Ils v voient une manifestation de la tendance à traiter l'antisémitisme comme un racisme exceptionnel. Cette tendance existe, mais en même temps, il est clair que pour paraphraser la célèbre formule du socialiste allemand Bebel («l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles»), l'antisémitisme est aujourd'hui «l'anti-impérialisme de certains imbéciles ou malintentionnés». Sa dénonciation explicite n'est donc pas superflue. En fait, on retrouve là un vieux débat: «Où veux-tu en venir avec les souffrances particulières des Juifs?», écrivait Rosa Luxemburg à une amie durant la Première Guerre mondiale. Certes, l'insistance sur les «souffrances particulières des Juifs» est le leitmotiv des sionistes, mais le constater ne règle pas la question de l'antisémitisme. Henri Wilno

Sea fog, les clandestins

De Shim Sung-Bo, avec Yun-seok Kim, Park Yu-chun et Han Ye-Ri, Wild Side, 10 euros



ne heure quarante-cinq de huis clos à bord d'un vieux rafiot dont le capitaine, pour faire face à ses dettes, va accepter d'embarquer des clandestins sino-coréens venus de Chine tenter leur chance en Corée du Sud. On a l'impression de sentir les embruns, les odeurs de poisson et d'huile chaude. Sur ce portrait sans concession de travailleurs de la mer aussi rudes que leurs conditions de vie se greffe un suspense haletant. Et aussi une allégorie sur cette société qui pousse les pauvres à s'entretuer et les femmes à se vendre pour tenter de survivre. Shim Sung-Bo (réalisateur et coscénariste) et Bong Joon-ho (coscénariste), qui appartiennent à la jeune garde des cinéastes coréens engagés, n'en sont pas à leur coup d'essai. Les deux complices ont déjà réalisé ensemble le magnifique Snowpiercer, autre allégorie subversive sur la lutte de classes, officiant à tour de rôle comme scénariste et réalisateur. Avec Sea Fog, ils nous font vivre le drame des réfugiés qui est aujourd'hui universel, de la mer Jaune à la Méditerranée.

Gérard Delteil

«Montrer une "vraie" lutte de l'intérieur. Des gens qui se battent vraiment, qui débattent»



Entretien. Auteur de films documentaire, **Françoise Davisse** a réalisé Comme des lions, sorti en salle il y a quelques jours, film consacré à la grève des ouvriers de PSA Aulnay (93).

Pourquoi as-tu choisi de faire un film sur des ouvriers grévistes?

Une question courait dans les débats du début de la campagne présidentielle 2012: «Que peu t-on faire?» Alors, pour moi, l'idée de rencontrer des gars qui se battent, qui résistent, m'est apparu comme une évidence. Je voulais montrer une «vraie» lutte de l'intérieur. Pas des gens qui demandent des aides au gouvernement. Des gens qui se battent vraiment, qui débattent.

Le scénario était écrit par la direction. Je voulais filmer tout le monde. Les gens de la CGT étaient d'accord. J'aurai bien voulu suivre Montebourg et le SIA mais ça sera plus difficile. Puis j'ai refusé de me plier à l'obligation d'avoir l'autorisation de la direction pour filmer les travailleurs, la lutte.

J'ai rencontré Montebourg dans un nouveau gouvernement, avec un ministère au nom nouveau, pour savoir ce que fait ce ministère dans le cas d'une fermeture d'usine. Pas nécessairement pour critiquer mais pour montrer la stratégie de chacun. Sa réponse fut: «Ah, non, l'automobile c'est pas bon pour mon image». En fait, le gouvernement comme la direction de PSA ne sont que dans la «communication»...

Du coup, dans le film, on ne voit le gouvernement qu'en face des salariés, et les communications de la direction sont «représentées» par des cartons qui annoncent ses décisions. C'est une multinationale, pas le petit patron du coin...On nevoit jamais les responsables. Les seuls qui sont présents, ce sont les cadres, «les pots de fleurs».

Du coup, tu ne filmes pratiquement que les salariés ?

Dès le début, j'ai filmé la réunion hebdomadaire de la CGT en expliquant mon projet. Rapidement ils ne me «voyaient» plus. Je bouge beaucoup, ma caméra est «partout», et je suis seule, il n'y a pas toute une équipe qui débarque. Je fais tout moi-même, je suis aussi au travail. Plongés dans leurs préoccupations, ils m'oublient. Nous sommes dans un rapport de confiance parce que je leur ai expliqué ce que je fais.

Eux fonctionnent en comité de grève, très démocratique. Il n'y a rien de caché, même quand ça bastonne, qu'ils s'engueulent entre eux. Ca se sent dans leur manière d'être. Ils disent ce qu'ils pensent et n'ont aucune raison de cacher quoi que ce soit. On le voit lors des interviews de la fin, où tout le monde est à l'aise, comme des gens qui ont passé quatre mois de bagarre ensemble.

Qu'est-ce que tu retiens de cette lutte?

C'est l'intelligence. La construction de la pensée collective. Tu prends des décisions ensemble que tu assume ensemble. Ce n'est pas juste un exercice de démocratie. Il s'agit de mettre en œuvre ce qui a été décidé collectivement. Ce sont des moments intenses avec une écoute terrible, pas un bruit.

C'est la capacité de penser, d'exprimer sa pensée, ses doutes même à 200, 300. Dans les comités de grève mais aussi face à Montebourg, à des chefs de cabinet. Des ouvriers, des immigrés, qui argumentent, qui regardent droit dans les yeux, qui ont quelque chose à dire, qui ne sont pas dans le slogan. Ils se prennent vraiment en charge. Les équipes dirigeantes de grosses boîtes comme PSA ont un savoir-faire qu'ils transportent d'ailleurs dans d'autres entreprises. Là on voit le savoir-faire d'en face, celui des ouvriers: pas de panique, on est accusé de violence? On en discute: est-ce utile? On retourne vers les non-grévistes, on cherche à ne pas s'en couper. Une semaine avant la fin des négociations, la boîte envoie 18 lettres de licenciement non pas de syndicalistes, mais de grévistes. Provocation pour faire capoter la négo? Face aux CRS, pas un coup de poing ne part: la décision a été de ne pas taper. On se serre les coudes.

Dans le déroulement de la lutte, on ne perçoit pas de doute, mais aussi une fin inéluctable?

Y a toujours une fin, mais ceci dit, ils ont gagné. Ca m'agace un peu d'entendre qu'ils auraient perdu. Ils ont gagné plus de 10 millions d'euros. 3 mois d'indemnités en plus, en plus pour tous, un plan seniors...

Bien sûr, ils n'ont pas gagné sur la fermeture. Ce n'est pas faute d'être allés dans les autres boîtes. Ce n'est pas faute non plus d'avoir fait des propositions, comme le maintien de la C3. Ils ont expliqué aux salariés des autres usines les conséquences, ils sont rentrés dans les usines. Mais tout le monde est dans l'état d'esprit «si ça tombe sur les autres, je m'en sors»...

La question des fermetures d'usines ne concerne pas seulement ceux dont l'usine ferme. C'est une question politique globale, nationale. Personne ne peut l'empêcher tout seul. Le débat | seulement chez les grévistes. D'ailleurs

est toujours orienté à la manière de Montebourg: «faut voir si les raisons sont bonnes»... Pour moi, il faut poser la question à l'envers: on a besoin d'un travail, c'est plus important que d'augmenter la marge. Il faut poser la question du maintien de l'usine, du partage du travail, de réduire les cadences. Dans le projet de PSA, c'est le contraire: il s'agissait de monter le taux Harbour (indicateur interconstructeurs d'occupation de l'outil industriel) à plus de 100%. Avec le maintien d'Aulnay, ils étaient à 100%, avec la fermeture d'Aulnay, c'était 112% en France et 127% en Espagne. Après la fermeture, il y a encore eu 17 000 emplois supprimés dans le groupe. Ils n'ont jamais laissé tomber la question de la fermeture mais pris en considération toutes les revendications écrites par 1800 salariés.

Le film n'est pas juste la chronique de PSA, il plonge au cœur de ce qu'est toute lutte et ses passages obligés: l'attitude des autres syndicats, les accusations de violences, le rapport à l'État, la question du médiateur, des non-grévistes, car c'est aussi grâce à ceux qui ne font pas grève que l'usine ne tourne pas.

On n'est pas dans la représentation d'une grève qui doit être majoritaire. Les grévistes sont minoritaires mais l'usine vit à l'heure de la grève. C'est une leçon, y compris pour les nongrévistes qui voient des ouvriers au pouvoir pendant quatre mois.

Ça se sent encore maintenant, pas

il v aurait sûrement un très beau film à faire sur les conséquences d'un plan social. Ceux qui ont lutté, ceux qui n'ont pas lutté, deux ans après... les changements dans la vie des gens: l'évolution de leurs conditions matérielles, vendre sa baraque, faire trois heures de bagnole pour aller au boulot.

Continental, Goodyear, Nous ouvriers, c'est le retour du film sur les ouvriers?

Depuis 1995, il y a une recherche de «Qu'est-ce qu'on peut faire?» Quand les gens, nombreux, voient le film, débattent, ils sont super enthousiastes. Mais tu fais le film à tes frais, car reste l'idée que filmer des ouvriers fait qu'on va pleurer, alors que dans mon film, ce n'est pas le cas.

Dans le cinéma français, quand les personnages étaient des prolos, c'était plutôt marrant, énergique, moqueur. J'espère qu'avec ce film, avec aussi Nous ouvriers, ça peut donner envie de reprendre ce chemin.

Chaque film sur une lutte est différent. Celui-ci utilise la lutte pour montrer, de l'intérieur, ce qu'il se passe. On sent un petit mouvement, un intérêt autour des questions: que peut-on faire, avec la multiplication des PSE? Face à la résignation, il faut montrer que ceux qui luttent ne sont pas bizarres. Rester «un bon opérateur» en faisant confiance aux patrons, ça rend faible. Quand tu as franchi le pas, quand tu es entré dans la lutte, tu vas vachement mieux! Propos recueillis par Robert Pelletier

Vu ailleurs

LA VOIX DU NORD,

MOINS D'IMPÔT POUR SOUTENIR TSAHAL...

Nathalie Goulet, sénatrice de l'Orne et vice-présidente de la commission de la Défense, avait dénoncé la réduction d'impôts accordée aux Français faisant des dons à l'armée israélienne, Tsahal. Elle a reçu des menaces de mort sur les réseaux sociaux. Elle ne s'attendait sans doute pas à ça.

Le 10 mars dernier, Nathalie Goulet, sénatrice UDI-UC de l'Orne, a posé une question écri<u>t</u>e à Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget L'objet de sa missive? Interroger la réduction d'impôts accordée aux Français donateurs de Tsahal, l'armée israélienne. Dans la foulée, elle a reçu plusieurs menaces de mort anonymes sur les réseaux sociaux. Désirant « avoir l'explication de cette disposition exorbitante du droit commun », celle qui est aussi vice-présidente de la commission de la Défense avait critiqué ce qu'elle considère comme une « niche fiscale payée par le contribuable français au profit d'une armée étrangère ».

En France, il est légal d'obtenir 60 % de réduction d'impôts (dans la limite de 20 % du revenu imposable) dès lors que l'on finance une association déclarée d'intérêt général. Et, comme le soulignait en 2013 sur Rue89 Laurent Bonnefoy, chercheur au CNRS en sciences politiques, plusieurs associations soutenant indirectement – voire directement – l'armée israélienne sont considérées comme

« Une sénatrice menacée de mort après avoir critiqué la niche fiscale accordée aux Français faisant un don à l'armée israélienne», La Voix du Nord, *samedi* 26 mars 2016

image de la semaine



l'Anticapitaliste

(A) s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnemer

à Pordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Ced

Pour découvrir	
notre presse, profitez de	4
notre promotion d'essai :	

Hebdo	6 mois 28 €	☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Mensuel	6 mois 22 €	1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 €	□ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 €	☐ 1 an 76 €
Promotic	on d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	
ÉTRANG Joindre la		-48-70-42-31 ou par m	nail : diffusion.pres	sse@npa2009.org

accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chôm	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensue		
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre		
Titulaire du co	mpte à débiter				
Code postal :	Ville :				
Désignation d	u compte à débiter ——				
IBAN					

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être pour deuter voire compte, conformement aux instructions, vous beneficiez ou urbit à etre remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS: FR43ZZZ554755

www.npa2009.org

Signature obligatoire